

L'Assurance
Mutuelle Agricole
contre l'Incendie
EN 1920

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et Soutenue le 25 Janvier 1921, à 14 heures, à Paris

PAR

PAUL PERROT

Président M. HEMARD, Professeur
Suffragants } M. WAHL, Professeur
 } M. DEMOGUE, Professeur

PARIS
IMPRIMERIE CENTRALE
20, RUE CADET, 20

1921

L'Assurance
Mutuelle Agricole
contre l'Incendie
EN 1920

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et Soutenue le 25 Janvier 1921, à 14 heures, à Paris

PAR

PAUL PERROT



Président M. HEMARD, Professeur

Suffragants { M. WAHL, Professeur
 { M. DEMOGUE, Professeur

PARIS
IMPRIMERIE CENTRALE
20, RUE CADET, 20

1921

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSE DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

L'Assurance Mutuelle Agricole contre l'Incendie EN 1920

INTRODUCTION

Grâce à la diffusion des idées de Mutualité et de Prévoyance, à laquelle ont très largement contribué les Compagnies anonymes d'assurances et les grandes Mutuelles, la garantie du risque incendie est devenue chez nous un fait commun et presque nécessaire. De brillants résultats ont été obtenus par ces Sociétés d'Assurances. Au 31 décembre 1919, les capitaux garantis par les 15 plus grosses Compagnies à primes fixes étaient de 297.473.061.841 francs (1). A la même date ceux qui assuraient les grandes Mutuelles s'élevaient à la somme de 91.471.852.955 francs (1).

Ces chiffres démontrent péremptoirement que les principes, sur lesquels ces sociétés ont été établies, sont vrais et que leur méthode de travail est excellente. Ces principes essentiels à l'assurance contre l'incendie, comme à toute autre genre d'assurance, sont « la loi des grands nombres et la division des risques dans l'espace et le temps. »

« Ces entreprises surent asseoir leurs combinaisons sur des bases scientifiques avec une précision mathématique. La puissance qu'elles ont acquise, l'importance de leurs réserves, et le rôle considérable qu'elles jouent dans l'économie sociale, résultent de ce qu'elles ont rigoureusement observé ces principes directeurs et appliqué les méthodes qui en ont été la conséquence.

L'incendie est d'ailleurs un fléau également menaçant pour tous et en tous lieux, qui comporte au plus haut degré les caractères de l'assurabilité. Il se prête donc à l'établissement d'une science réelle reposant sur la statistique des résultats

(1) Chiffres donnés par l'*Argus des Assurances*, n^{os} des 11 juillet et 3 octobre 1920.

enregistrés pendant une longue période, et contrôlés aussi rigoureusement que le permet l'état actuel de la législation (1). »

Au début du xx^e siècle, une loi du 4 juillet 1900, vint créer une nouvelle forme d'assurance, spéciale aux risques agricoles.

Le bénéfice de cette loi, qui dans l'esprit de la plupart de ceux qui l'ont votée, ne devait s'appliquer qu'à la garantie des risques purement agricoles, grêle, gelée, mortalité du bétail, fut étendu immédiatement à la garantie du risque incendie.

Les nouveaux mutualistes n'exploitèrent d'ailleurs réellement que deux branches d'assurances : l'Incendie et la Mortalité du bétail, laissant de côté presque complètement les assurances contre la grêle et contre la gelée.

Si l'on comprend que l'Etat ait encouragé l'assurance des risques purement agricoles contre lesquels nos cultivateurs ne pouvaient se garantir que très difficilement (2), on ne saisit pas l'intérêt des nouvelles mutuelles créées pour l'assurance contre l'incendie, puisque des sociétés bien assises se chargeaient déjà de garantir ce genre de risque, pour les agriculteurs comme pour tout le monde.

Mais il était plus facile de copier ce qui avait déjà été fait que de créer quelque chose de nouveau. Pour l'assurance contre l'incendie, les Mutualistes n'eurent qu'à utiliser l'expérience qu'avait donné aux Compagnies et aux Mutuelles un siècle d'existence. Pour garantir les risques purement agricoles, c'était tout autre chose, il fallait créer de toutes pièces et organiser des assurances nouvelles. La loi du moindre effort intervenant, on les laissât de côté.

Pour l'incendie, les dispenses d'impôts, et les subventions aidant, les Mutualistes pouvaient espérer, grâce à leurs primes réduites enlever aux sociétés d'assurances tous leurs risques agricoles. Or, au 31 décembre 1919, le montant des capitaux assurés par les Mutuelles agricoles contre l'incendie n'était

(1) Anatole WEBER. — Introduction à l'Etude de la Prévoyance, 1911.

(2) Il ne faut pas oublier, que pour l'assurance contre la grêle, il existait déjà en 1900, deux Compagnies à primes fixes *L'Abeille* et *La Confiance*, qui au prix de maints et longs efforts étaient parvenues à organiser scientifiquement cette assurance.

que de 1.136.442.239 francs (1). Chiffre bien faible si on le compare à ceux donnés plus haut.

Ces caisses d'incendie, qui d'après leurs fondateurs avaient toutes les chances de réussir, pêchent-elles donc par quelque côté ?

Ne sont-elles pas organisées en dehors des principes nécessaires à toute opération d'assurance ? Leur émiettement n'est-il pas une cause de leur faible développement ?

Depuis leur création, ces caisses ont soulevé de violentes et nombreuses discussions. En particulier on a critiqué les dispenses d'impôts et les subventions dont l'état les gratifiait. Les charges que la loi du 25 juin 1920 vient d'imposer aux assurés des Compagnies à primes fixes et des grandes Mutuelles et qui par contre-coup ont avantagé les Mutualistes agricoles, ont encore avivé ces polémiques.

On s'est demandé si les raisons pour lesquels le Gouvernement avait facilité l'éclosion de ces Caisses existaient toujours ? S'il n'y avait rien de changé dans le monde agricole ?

Nous ne critiquerons pas la création et la raison d'être des Mutuelles destinées à garantir les risques purement agricoles. Pour celles-ci, l'intervention de l'Etat était tout au moins utile. Nous nous bornerons à démontrer l'inutilité complète des Mutuelles incendie, telles qu'elles fonctionnent actuellement.

Nous diviserons notre étude en quatre chapitres :

I. — Origine et historique des Mutuelles agricoles contre l'incendie.

II. — Leur nature Juridique.

III. — Leur Organisation et leur Fonctionnement.

IV. — Leur utilité sociale et économique. Conclusion.

(1) Chiffre donné dans le Rapport du Ministre de l'Agriculture au sujet du fonctionnement des Sociétés d'Assurances et Réassurances Mutuelles agricoles, du 5 sept. 1920 (*J. O.* 20 sept. 1920).

Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE DES CAISSES D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES CONTRE L'INCENDIE. — LEUR HISTORIQUE.

Dès que la loi du 21 mars 1884, sur les Syndicats professionnels eut été votée, quelques associations d'Agriculteurs pensèrent l'utiliser pour donner une sanction légale aux Caisses d'Assurances Mutuelles contre la mortalité de bétail et contre la grêle, que depuis longtemps ils avaient l'intention de créer, mais intention qui avait presque toujours été entravée par l'obligation où elles se trouvaient de se soumettre aux formalités exigées par les lois régissant les Sociétés d'Assurances.

En effet, les dispositions de la loi du 24 juillet 1867 et du décret portant règlement d'administration publique du 22 janvier 1868, avaient entouré la naissance des Sociétés d'Assurances quelles qu'elles fussent, de formalités nombreuses, compliquées et coûteuses que de petites associations agricoles ne pouvaient facilement accomplir.

On crut alors pouvoir négliger ces règles de constitution et de fonctionnement et adopter le système plus libre que venait de créer la loi de 1884.

En effet, le but que se proposaient les promoteurs de ces Caisses d'Assurances Mutuelles Agricoles semblait rentrer dans le cadre de la loi de 1884, ces Caisses n'étant créées que dans l'intérêt des Agriculteurs et ne poursuivant la réalisation d'aucun bénéfice.

On commença par fonder des Caisses locales d'Assurances contre la mortalité du bétail et contre la grêle. On ne vit que très peu de Caisses d'Assurances contre l'incendie.

Cela s'explique très facilement. Le risque incendie, à la campagne comme en ville, était déjà garanti par de nombreuses

Compagnies à primes fixes et par les Grandes Mutuelles ; on ne sentait nullement le besoin de créer une nouvelle forme d'assurance contre l'incendie, spécialement en faveur des agriculteurs. Ce besoin fut créé, peut-on dire artificiellement, lorsque les promoteurs des Caisses purement agricoles, grêle, gelée, mortalité du bétail, eurent éprouvé quelques revers dans l'organisation de ces assurances.

Le succès, dans l'incendie comme dans les risques purement agricoles, fut mince. Dans toute la France, 2.000 petites Caisses environ furent créées, la plupart contre la mortalité du bétail. Ces caisses n'étaient d'ailleurs pas viables, étant créées à l'encontre des principes essentiels de toute assurance. Cependant, par un hasard heureux, quelques-unes survécurent. A ce moment les subventions que nous verrons bientôt apparaître, n'existaient pas. Le gouvernement n'avait pas encore cru qu'il était de son devoir de protéger ces Mutuelles. Une somme de 2.000.000 était votée chaque année pour soulager les Agriculteurs éprouvés par des calamités d'un caractère exceptionnel, mais ces secours étaient distribués en dehors de toute idée de Mutualité, ils étaient personnels et peu réparateurs, n'atteignant pas, dans la plupart des cas, plus de 4 à 5 0/0 de la perte éprouvée.

Ce fut M. le sénateur Viger, Ministre de l'Agriculture, qui, le premier, signala à l'attention du gouvernement l'utilité de ces Caisses d'Assurances Mutuelles contre les risques purement agricoles. Le 24 avril 1894, il déposait un projet de loi qui favorisait la création des Sociétés Mutuelles d'Assurances ayant pour but de « venir en aide aux cultivateurs ayant éprouvé des pertes résultant de la grêle, de la gelée, de la mortalité des animaux de ferme. »

Ce projet n'eut aucune suite.

Au cours de la discussion du budget de 1898 une modification, modeste en apparence, fut introduite dans l'économie budgétaire, modification qui contribua largement à amener la réforme désirée par les Syndicats d'Agriculteurs et qui devait aboutir au vote de la loi du 4 juillet 1900.

« Dans le projet du budget de l'exercice 1898, dit M. Forni Député (1) et pour la première fois, le chapitre de l'Agriculture

(1) Rapport du 2 mars 1900.

qui visait traditionnellement les secours pour pertes matérielles et événements malheureux, fut remanié dans son texte et élargi. Sur l'initiative de M. Méline, Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture, il fut libellé en ces termes : « Secours aux Agriculteurs pour pertes matérielles et événements malheureux, *et subventions aux Sociétés d'Assurances Mutuelles Agricoles contre la grêle et la mortalité du bétail.* »

Le crédit demandé était, in globo, de 2.500.000 réparti ainsi :

Article 1^{er} Secours : 2.000.000.

Article 2. : Subventions : 500.000.

Il faut remarquer que comme en 1894 dans le projet Viger, il n'était nullement question du risque incendie, parce que ce risque était couvert par des Sociétés, d'une solvabilité hors de doute. On ne songeait qu'aux risques contre lesquels les Agriculteurs ne pouvaient se garantir suffisamment : la grêle, la gelée, la mortalité du bétail.

Les nouveaux Mutualistes furent bientôt aux prises avec des difficultés d'ordre juridique.

On contestât la légalité de ces Caisses d'Assurances créées sous le couvert de la loi de 1884 mais qui, par leur objet même, devaient être soumises aux règles du décret de 1868.

Plus particulièrement, M. Lyon-Caen et son avis était généralement admis, proscrivait toutes les Mutuelles d'Assurances constituées en dehors de la loi de 1867 et du décret de 1868. Il invoquait en faveur de cette opinion, les travaux préparatoires de la loi de 1884.

L'article 6 de la loi du 21 mars 1884, disait-il qui accorde aux Syndicats le droit de constituer entre leurs membres des caisses de secours mutuels et de retraites, ne leur accorde pas le droit de constituer des assurances mutuelles ; de plus « il « avait été expressément entendu que la loi du 21 mars 1884 « laissait subsister toute la législation relative aux Sociétés « de Secours Mutuels et de Retraites. » (Circularité ministérielle postérieure à la loi de 1884.)

« Il semblait donc, dit M. Mir dans son rapport au Sénat « du 27 septembre 1899, difficile d'admettre que les Sociétés « ou Caisses d'Assurances Mutuelles soient affranchies des « formalités édictées par la législation particulière à la matière,

« puisque la constitution des Sociétés de Secours Mutuels qui
« est autorisée nommément par la loi, n'est pas elle-même
« dispensée des formalités de droit commun qui sont parti-
« culières à ces Sociétés. »

Aussi, certains parquets avaient-ils pris l'initiative de pour-
suites contre ces nouvelles caisses d'assurances, poursuites
d'ailleurs suspendues à la suite d'une entente qui intervint
bientôt entre les membres du gouvernement.

Toutefois, l'incertitude qui planait sur la situation légale
des Mutualités Agricoles, n'en subsistait pas moins.

Aussi le 27 juin 1899, M. Viger déposait-il, sur le
bureau de la Chambre, une proposition de loi relative à la
constitution des Sociétés d'Assurances Mutuelles Agricoles.
Cette proposition devait devenir un peu plus tard la loi du
4 juillet 1900.

Le projet Viger fut renvoyé à la Commission d'Agriculture,
d'où il revint accompagné d'un long et intéressant rapport de
M. Forni, Député, le 22 mars 1900. Ce rapport fut complété
par un nouveau rapport de M. Chevalier, portant modification
légère au texte primitif et la proposition fut adoptée sans
discussion à la Chambre le 30 mars 1900.

Transmise au Sénat, la proposition Viger vint en discussion
accompagnée d'un rapport de M. Mir. Après un court débat,
elle fut votée.

Cette loi ne comporte qu'un article unique ainsi conçu :
« Les Sociétés ou Caisses d'Assurances Mutuelles Agricoles qui
« sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont en vue, et
« qui, en fait ne réalisent aucun bénéfice sont affranchies des
« formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et le décret
« du 28 janvier 1868, relatifs aux Sociétés d'Assurances.

« Elles pourront se constituer en se soumettant aux pres-
« criptions de la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats pro-
« fessionnels. »

« Les Sociétés ou Caisses d'Assurances Mutuelles Agricoles
« ainsi créées seront exemptes de tous droits de timbre et d'enre-
« gistrement autres que le droit de timbre de dix centimes prévu
« par le § 1^{er} de l'article 18 de la loi des 23 et 25 août 1871.

Un décret du 23 août 1904 rendit applicable à l'Algérie la
loi du 4 juillet 1900.

Un décret plus récent (4 mai 1920) porta application de cette loi dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Après le vote de la loi Viger, l'éclosion des Mutuelles *Incendie* fut assez longue. Plusieurs années se passèrent sans que l'on eût à constater la création de nombreuses Caisses.

En effet, comme nous l'avons déjà dit, les Agriculteurs étaient assurés contre l'incendie et bien assurés ils n'éprouvaient aucun besoin de changer d'assureurs.

Mais, à partir de 1904, une violente propagande fût faite en faveur de ces caisses.

Des brochures et tracts de toutes sortes, exaltant la beauté morale et les avantages économiques de la loi de 1900 furent répandus partout. Le gouvernement suivant les Mutualistes, commença lui aussi à s'intéresser vivement au sort de ces Caisses et surtout à celui des Caisses-Incendie.

Aussi, à partir de 1905, les nouvelles Mutuelles firent sentir leur action.

Il faut dire à leur honneur, que c'est aussi à partir de cette époque que leur organisation devint plus scientifique, et par suite, plus solide.

La réassurance, qui est à la base de toute assurance sérieuse, n'avait été appliquée que faiblement dans les nouvelles associations. On n'en voyait généralement pas l'utilité. Son principe était fort discuté. Seule, ou à peu près dans le risque incendie la Caisse Régionale d'Assurances Agricoles Mutuelles du Sud-Est, pratiquait la réassurance des petites caisses locales, et se réassurait elle-même.

C'est à ce moment que se fondèrent la plupart des Mutuelles Régionales destinées à réassurer les Caisses locales et qui, petit à petit, devaient devenir relativement puissantes : Telle la Mutuelle Incendie de l'Est (1).

(1) Il ne faut cependant pas exagérer la puissance de ces Mutuelles Régionales. Le portefeuille de la Mutuelle-Incendie de l'Est, n'est pas plus important que celui d'une grosse agence de province d'une Compagnie.

Quelques chiffres fixeront les idées :

Au 31 décembre 1919. La Mutuelle Incendie de l'Est réassurait un capital de 257 millions réparti sur 7 départements : Haute-Marne, Vosges, Jura, Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône, Doubs, Saône-et-Loire. (Rapport de M. Cassez à l'Assemblée générale du 16 mai 1920).

La Société des Agriculteurs de France créait à la même époque, un organe de réassurance pour les Caisses Régionales, la Caisse Centrale d'Assurance Mutuelle Agricole contre l'Incendie.

La Caisse Nationale de Réassurance des Mutuelles Agricoles contre l'Incendie, caisse officielle, ne fut créée qu'en 1912. On y pensait cependant depuis longtemps. Le 30 janvier 1906, la Chambre des Députés était saisie des projets suivants :

a) *Un projet de M. Castillard*, demandait « la création d'une Caisse Centrale de Réassurance qui pourrait être alimentée par :

« 1^o Une fraction déterminée des contributions versées
« aux Fédérations Départementales par les Caisses locales ;

2^o Une subvention prélevée sur le crédit du chapitre II du
« budget de l'Agriculture ;

3^o Des avances prélevées sur le crédit annuel à verser au
« Trésor par la Banque de France, en faveur des Etablisse-
« ments de Crédit Mutuel Agricole .

b) *Un projet de M. Fernand David* invitait « le Gouvernement
« à nommer une Commission chargée de rechercher les moyens
« d'utiliser pour les associations agricoles, l'avance de 100 mil-
« lions de francs que le Crédit Foncier de France était tenu
« de faire, par application des lois des 17 et 23 juillet 1856,
« 28 mai 1858, 8 mai 1869. » La Chambre adoptait le second.

Depuis, le développement des Mutuelles Incendie continue, mais dans des proportions modestes si l'on considère leurs avantages pécuniaires et les nombreuses subventions qu'on l'on accorde.

A la même époque l'Agence de l'*Abeille-Incendie*, à Chaumont qui ne comprend que l'arrondissement, assurait un capital d'environ 70 millions. Si on ajoute à ce chiffre les sommes garanties par les agences des autres Compagnies il est facile de conclure que les sommes assurées par les Compagnies à primes fixes dans le seul arrondissement de Chaumont sont bien supérieures à celles garanties par toutes les Caisses locales dépendant de la Mutuelle-Incendie de l'Est.

Et cependant l'arrondissement de Chaumont comme le département de la Haute-Marne, a été un des plus favorisés par l'Etat pour la création des mutuelles-incendie (En 1907, dans l'espace de 3 mois le département de la Haute-Marne a reçu à lui seul 83.000 fr. de subventions uniquement pour les mutuelles incendie).

Pour toute l'année 1919, par exemple, le rapport de la Caisse Centrale d'Assurance de la rue d'Athènes, n'accuse que la création de 12 mutuelles locales et d'une Mutuelle Régionale. C'est bien peu, si l'on songe que, dans chaque commune on peut créer une Caisse Locale et dans chaque département, une Caisse Régionale.

A cet égard on pourra consulter avec profit à la fin de cet ouvrage un tableau de la Progression des caisses incendie, du 31 décembre 1900 au 31 décembre 1919, statistique empruntée en grande partie au Rapport de M. Ricard du 15 septembre 1920 Déjà cité (1).

De plus en plus, dans les milieux Mutualistes, on reconnaît à juste raison la nécessité de la réassurance. C'est sur ce point qu'insiste M. Ricard au sujet de la question brûlante des subventions. On n'en accordera plus aux Sociétés non réassurées. C'est faire preuve du meilleur esprit d'assureurs, et, à ce point de vue, on ne peut que féliciter les Mutualistes de leur nouvelle tendance.

Le bref historique de ces Caisses ne serait pas complet si nous ne parlions pas des influences politiques qui ont présidé à la création de ces caisses et à la distribution des subventions. Ces influences ont heureusement tendance à disparaître. Mais il est curieux de se rappeler certains passages des discours de quelques promoteurs de l'assurance agricole, pour montrer que le dévouement pur et simple à la cause terrienne, n'était pas leur unique but..

Le rapport que M. Ruau, Ministre de l'Agriculture adressa au Président de la République le 24 mars 1907, au sujet de l'assurance Mutuelle Agricole (2) occasionna de nombreux débats.

Les uns trouvaient les Mutuelles trop cléricales.

(1) Il faut dire que cette statistique est très incomplète. En particulier on ne peut y voir quelle est la situation financière de ces caisses, et c'est cependant ce qui intéresse le plus les assurés. Quel est le montant des cotisations encaissées ? Quel est le chiffre des sinistres payés ? A combien s'élèvent les frais généraux ? Autant de questions intéressantes restées sans réponse.

(2) *Journal Officiel* du 3 mai 1907.

M. Faure écrivait dans *Messidor*, le 8 juin 1907 :

« C'est toujours le grand manteau de la Mutualité qui permet aux partis cléricaux d'étendre leur sourde domination sur les ouvriers des champs. Dissimulés sous leur ombre protectrice, ils peuvent procéder en toute assurance (c'est bien là le mot propre), puisque le point de départ de toute cette agitation est la création à jet continu, la prolifération pullulante de Sociétés minuscules, dénommées syndicales agricoles contre l'incendie. »

D'autres trouvaient par contre, que seules les Mutuelles radicales étaient favorisées :

Sous le titre « Danger politique », on écrivait en 1909 dans *l'Est Républicain*.

« L'abbé Th... se plaint de la situation faites aux petites Mutuelles créées en Meurthe-et-Moselle. Elles ne parviennent pas à obtenir les subventions du gouvernement, et la Caisse de Chaumont (1) néglige de les faire bénéficier de toutes les ristournes auxquelles elles auraient droit. Résultat : appel de nouvelles primes pour couvrir les sinistres. »

Un autre ecclésiastique dénonce la caisse de M. Mougeot qui opère sur le territoire de la caisse régionale de Gray : « *Pendant qu'on refuse des subventions à nos Mutuelles, on en a fondé d'autres avec 6 miséreux assistés par le bureau de Bienfaisance et on leur accorde entre 600 et 1.000 fr.* »

D'autres, enfin, trouvaient à juste raison qu'une influence ou une autre était également pernicieuse.

L'Action écrivait le 28 janvier 1910 :

« Il serait peut-être temps d'aviser de moraliser l'assurance mutuelle agricole. Nous considérons en effet comme aussi pernicieux de voir la mutualité rurale prendre son mot d'ordre tant à l'évêché qu'à la Préfecture. »

En effet, on peut se rendre compte de la moralité de certaines caisses d'Assurances, lorsqu'on aura lu l'extrait suivant

(1) Caisse régionale créée par M. Mougeot, Sénateur.

d'un compte-rendu d'une réunion ayant pour objet la création d'une caisse locale à Arancou (Basses Pyrénées), le 22 janvier 1911.

« Les instituteurs du département, la plupart secrétaires
« de Mairie, outre la noble mission d'éducateurs de l'enfance,
« ont aussi le devoir de stimuler la floraison, l'expansion de
« ces œuvres mutualistes et démocratiques. Ils mériteront
« ainsi d'une *République franchement laïque* ».

Que vient faire la laïcité dans ces questions d'assurances ?

CHAPITRE II

NATURE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES CONTRE L'INCENDIE

Dans les quelques pays où existent des organisations spécialement affectées à l'assurance mutuelle agricole contre l'incendie, on a compris différemment leur nature juridique.

En Belgique, on a voulu y voir de simples associations ; en Italie, on les a assimilé à des coopératives. Chez nous, on a discuté beaucoup à ce sujet et c'est très compréhensible, vu le manque de précision des lois qui les régissent. Si la loi de 1900 les traite comme des syndicats, la nature de leurs opérations ne doit-elle pas les obliger à se soumettre aux lois réglementant les sociétés d'assurances ?

Voyons tout d'abord comment à l'étranger on a compris la nature juridique de ces organisations puis nous rappellerons toutes les discussions que cette question a fait surgir en France.

A. — A L'ÉTRANGER

En Belgique, le Législateur n'a pas cru que les petites Mutualités contre l'Incendie pussent assumer prudemment ce genre d'assurance.

Il n'a donné aucun encouragement à ces associations, alors qu'il favorisait les Mutualités-Grêles.

N'ayant rien à attendre de l'état, les Agriculteurs Belges ont trouvé un autre moyen de s'assurer à bon marché contre l'incendie, moyen auquel on avait déjà songé en France, et qu'à tort on a laissé de côté depuis longtemps.

Les Grandes Fédérations Agricoles s'efforcent d'obtenir des Sociétés financières l'assurance contre les risques d'incendie

au meilleur marché possible, en constituant le Syndicat Agricole comme intermédiaire officiel entre les Syndiqués et les Sociétés Financières à primes fixes. Elles ont ainsi obtenu de ces Sociétés des conditions excellentes.

Le *Doerenbund*, par exemple, grâce à des contrats conclus avec la Compagnie Anglaise *Norwich Union*, accorde à ses membres agriculteurs une diminution de 30 à 40 0/0 sur le tarif ordinaire des primes.

C'est donc une association d'agriculteurs, association libre, et n'ayant aucun des caractères d'une société d'assurance qui traite directement avec les assureurs.

En Italie, une loi du 7 juillet 1907 a créé des petites associations agricoles d'Assurances Mutuelles contre l'incendie, analogues aux nôtres.

Ces associations n'avaient pas jusqu'alors joui des avantages accordés aux Coopératives rurales par le code de Commerce et par des lois spéciales. Elles étaient contraintes pour la plupart, à une existence de fait. D'autres se qualifiaient de coopératives, et prétendaient par conséquent qu'on leur appliquât le même traitement juridique qu'aux coopératives rurales.

Pour obvier à ces anomalies, la loi du 7 juillet 1907 a assimilé les Assurances Mutuelles, aux Institutions Coopératives.

Voici quelles sont les dispositions spéciales de cette loi du 7 juillet 1907.

1^o Simplifications des Formalités : ces institutions sont exonérées de la publicité de leurs actes, publicité prescrite par le code de Commerce Italien, et d'autres formalités accessoires.

2^o Facilités fiscales, étendant de 5 à 10 ans, à dater du jour de leur constitution, la durée du délai pendant lequel en vertu des susdites règles fiscales en vigueur, les associations seront dispensées des taxes d'enregistrement et de timbre pour les actes relatifs à leurs opérations. On a reconnu que les Associations Agricoles ont besoin d'un certain délai pour atteindre le développement qui les met en état de se suffire à elles-mêmes et de rentrer dans le droit fiscal commun.

Pour jouir des avantages de la loi, les associations doivent être agricoles, c'est-à-dire qu'elles doivent opérer dans le domaine de l'économie rurale.

A la suite de cette loi, des Mutuelles Agricoles Incendie se sont créées, peu nombreuses d'ailleurs. Cependant, il faut remarquer que leur nombre a tendance à augmenter. On en compte 300 environ, dont 200 dans le Piémont. Le capital assuré par elles dans leur ensemble dépasserait 400 millions de liras, donc une moyenne de 500.000 liras par Société. La plus célèbre est la *Fossanese* dont le siège est à Fossano dans la province de Cuneo. Elle assure un capital de 11 millions, et ses Sociétaires sont au nombre d'un millier.

Ces Sociétés sont réunies en Fédérations Provinciales (Asti, Turin, Alexandrie, etc.), et en une Fédération Nationale ayant son siège à Rome, Fédération pratiquant la réassurance des Sociétés fédérées.

Le mouvement mutualiste en Italie a été encouragé et dirigé dans les campagnes par le Comité national de la Mutualité Agricole, dont le Siège est à Rome. C'est à ce Comité qu'est dû l'initiative de l'installation du premier cours d'enseignement sur la Coopérative et la Mutualité agricole qui eut lieu à Rome en août 1913.

Les Mutualistes Italiens ne sont pas satisfaits de la loi de 1907 qui, d'ailleurs, n'a pas eu, au point de vue assurance mutuelle agricole, le succès qu'on en attendait. Le gouvernement sous la pression des Mutualistes et pour donner satisfaction à leurs vœux répétés, exprime maintenant l'intention de remplacer cette loi de 1907 qui est applicable à la fois aux Assurances Mutuelles Agricoles et aux Coopératives Agricoles de tous genres, par une loi spéciale aux Assurances Mutuelles, qui leur serait encore plus favorable.

B. — EN FRANCE

Après le vote de la loi du 4 juillet 1900, on crut que les Caisses locales d'Assurances Mutuelles auraient une nature juridique bien définie, qui leur permettrait de se développer sans être en but à des tracasseries nouvelles.

Mais nos Législateurs, dans leur précipitation (il n'y eut pas de discussion du projet de la Viger à la Chambre) avaient voté un texte qui ne précisait pas suffisamment le caractère juridique de ces sociétés ? Était-ce des syndicats, ou des sociétés

d'assurances ? Devait-on en conséquence, pour les cas sur lesquels la loi de 1900 était muette, leur appliquer les règles de la loi de 1884 ou celles de la loi de 1867 et du décret de 1868. Cette imprécision donna lieu à des discussions et à des procès dont le plus connu est celui qui intenta l'association syndicale des Agents d'Assurances de la Haute-Marne, à la Caisse d'Assurances agricoles de Jonchery et à la Mutuelle incendie de l'Est.

C'est en suivant les phases de ce procès que nous verrons les arguments des deux adversaires.

Les Mutuelles eurent gain de cause en première instance à Chaumont, le 9 mars 1908. Ce jugement fut confirmé, purement et simplement par la Cour de Dijon, et un pourvoi en cassation qu'avait formé contre cet arrêt l'Association des Agents d'Assurances, fut rejeté par un arrêt de la Chambre Civile, en date du 24 mai 1913 (1).

Les Agents d'Assurances de la Haute-Marne prétendaient que le mode d'organisation et le fonctionnement des Caisses Mutuelles Agricoles au premier degré, étaient illégaux, puisque étant des syndicats, elles ne se soumettaient pas à la loi de 1884 et que la Mutuelle incendie de l'Est qui les réassurait, avait été créée et existait malgré les dispositions formelles de cette même loi de 1884.

Remontons aux origines de la loi de 1900, pour bien comprendre les griefs des adversaires des Mutuelles.

Avant le vote de la loi du 4 juillet 1900, la loi du 22 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868 constituaient le statut organique des Sociétés d'Assurances Mutuelles et formaient le droit commun de la matière. Ces textes posaient les règles auxquelles ces Sociétés devaient se conformer, tant au point de vue de leur formation que de leur organisation, de leur administration et de leur fonctionnement.

Le législateur, en raison de la nature et du danger du contrat d'assurances mutuelles dans lequel le Sociétaire joue à la fois le rôle d'assureur et celui d'assuré, avait toujours soustrait ce contrat au principe de la liberté des conventions, de telle sorte qu'il ne pouvait être question, en dehors d'un texte nou-

(1) Recueil périodique Dalloz 1914, première partie page 17.

veau, en matières d'Assurances Mutuelles, d'autre droit commun que celui résultant des textes précités.

C'était tellement vrai, nous le rappelons, qu'avant le vote de la Loi de 1900, les Syndicats Agricoles qui fondèrent des Sociétés d'Assurances Mutuelles, en les basant juridiquement sur la Loi de 1884, furent condamnées par toute la doctrine (1). et que certains parquets commencèrent contre ces Caisses des poursuites qui, ne furent suspendues que sur l'ordre du Gouvernement, ordre intervenu à la suite des démarches de plusieurs parlementaires, parmi lesquels MM. Waldeck-Rousseau et Viger.

Ce fut pour parer à cette situation illégale que M. Viger fit voter la Loi du 4 juillet 1900. Malheureusement cette Loi ne fut pas suffisamment étudiée, et, du projet Viger, il sortit un texte bâtarde dans lequel les mode et conditions du fonctionnement des Caisses d'Assurances, ne furent pas suffisamment précisées.

En effet, on se trouve en présence d'un texte qui nous donne les conditions d'existence des Sociétés Mutuelles Agricoles en les soumettant à la Loi de 1884, et en les dispensant de se plier aux exigences de la Loi de 1867 et du décret de 1868.

La Loi de 1900 étant muette sur le mode d'organisation et le fonctionnement, on était ainsi amené à conclure que la Loi qui précisait les conditions d'existence de ces Sociétés, était la même que celle qui devait régler leur organisation et leur administration que par conséquent ces organisations étaient des Syndicats et non des sociétés d'assurances. C'est cette idée qui formait la base des arguments des Agents d'Assurances de la Haute-Marne.

Tout d'abord, disaient-ils, il est un texte dans la Loi de 1884 qui interdit aux Associations formées suivant ses règles, d'obliger leurs adhérents au paiement d'une cotisation de plus d'une année.

C'est l'article 7, ainsi conçu :

« Les adhérents pourront se retirer à tout instant de l'Association, monobstant toute clause contraire, mais sans pré-

(1) Consultation de M. Lyon-Caen, à M. de Rocquigny.

« judice du droit, pour le Syndicat, de réclamer la cotisation
« de l'année courante. »

Or, tous les statuts des Caisses locales comportent l'article
suivant :

« L'engagement de chaque Sociétaire sera contracté pour
« une durée de 5 ans à partir du jour de son adhésion aux pré-
« sents statuts ainsi d'ailleurs que le constatera la police ;
« l'engagement se renouvellera par tacite reconduction par
« période de 5 années sauf dénonciation six mois avant l'éché-
« ance de la police, par lettre recommandée. »

« La première période quinquennale sera augmentée des
« mois qui restent à courir jusqu'au 1^{er} janvier suivant ».

Cet article des statuts de toutes les Caisses Mutuelles Agri-
coles est donc en flagrante contradiction avec le texte même
qui régit leur organisation et leur fonctionnement.

Les partisans des Mutuelles objectèrent aussitôt que ces
engagements d'une année, que seuls permettait la loi du 21
mars 1884, étant exclusifs de l'organisation et du fonctionne-
ment de toute assurance sérieuse, il suivait de là que les Mu-
tuelles d'Assurances Agricoles ne pouvaient être soumises
à cette loi ou tout au moins à cet article.

Il est certain leur répondait-on que la brièveté des enga-
gements enlève aux Sociétés Mutuelles, et plus particulièrement
aux Mutuelles Incendie, la sécurité et la stabilité qu'offrent
les Compagnies d'Assurances à primes fixes et les Mutuelles
constituées suivant le régime du décret de 1868. Mais cet
argument est bien faible. En effet, la brièveté des engagements
n'est pas exclusive du fonctionnement de toute assurance.
Dans l'assurance contre la grêle ou contre la gelée, par exemple
de nombreux contrats ne sont souscrits que pour un an.
Dans l'assurance Incendie, nous trouvons aussi un nombre
important de polices qui sont résiliables annuellement et sur
un préavis très court. Presque toutes les polices industrielles
contiennent cette clause de résiliation annuelle, qui est ana-
logue à un engagement pur et simple d'un an avec tacite recon-
duction. Cette pratique pourrait très bien s'appliquer dans
les Mutuelles Agricoles.

Les Agents d'Assurances de la Haute-Marne, par l'organe
de leur défenseur, allèrent même plus loin dans leur raisonne-

ment. C'est précisément, prétendaient-ils, en vue des petites Mutuelles locales à engagements annuels, véritables Sociétés familiales telles que les *Cotises des Landes*, et certaines Sociétés d'Auvergne, que le législateur de 1900 a disposé, on peut le dire, en parfaite connaissance de cause, et s'il a accordé aux Mutuelles Agricoles constituées sous forme de Syndicat, les privilèges fiscaux qui résultent de la loi du 4 juillet 1900, c'est assurément pour compenser dans une certaine mesure, l'infériorité où elles se trouvent à raison même de quelques unes de leurs conditions de fonctionnement.

Les Mutualistes ont cherché encore d'autres arguments en faveur de la non-application des lois et décrets de 1867 et 1868 à leurs Mutuelles Agricoles. Ils ont voulu s'appuyer sur les expressions employées, soit au cours des travaux préparatoires, soit dans la loi elle-même. Ces Sociétés ou Caisses pourront *s'organiser*, dit-on partout, et on prétend trouver dans ces expressions mêmes, jointes au silence gardé sur le mode et les conditions de leur fonctionnement la preuve que la loi de 1884 ne leur est applicable que pour les formalités réglementant leur naissance, leur création, mais nullement pour leur administration et leur fonctionnement.

Et cependant, lorsqu'une Loi dit qu'une Société pourra se constituer en se soumettant aux prescriptions d'un texte déterminé c'est le régime tout entier établi par ce texte qu'elle lui permet d'adopter pour statuts. Le Législateur n'a pas à préciser autrement ce que l'expression même qu'il emploie comporte nécessairement par sa généralisation.

Les termes « constituer, s'organiser » englobent aussi bien dans leur compréhension les règles du fonctionnement que les règles d'organisation.

Sous le régime de quelle loi les partisans acharnés des Mutuelles veulent-ils donc les placer ? La loi 1900, après avoir dit que les Sociétés auxquelles elle s'applique pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la Loi du 21 mars 1884 les affranchit expressément des formalités de la Loi du 24 juillet 1867 et du décret du 22 janvier 1868. Par cela même que le législateur les soustrait aux règles du droit commun des Sociétés, il est impossible qu'il ne les soumette pas aux prescriptions de la Loi du 21 mars 1884, car autrement il les lais-

serait sans statut légal, et jamais le législateur n'a admis les Mutuelles ordinaires à jouir de la liberté des conventions, à raison du danger que présente cette forme de Sociétés. Il ne pouvait évidemment pas abandonner cette règle de conduite à l'égard des Mutuelles Agricoles que l'inexpérience habituelle de ceux qui les composent, rendent peut-être encore plus dangereuses que les Sociétés prévues et réglementées par le décret du 22 janvier 1868.

Passons à un deuxième argument des Agents de la Haute-Marne.

Par leur système actuel de réassurance, disaient-ils, les Caisses Mutuelles Agricoles violent encore la Loi de 1884, à laquelle elles sont soumises, comme nous venons de le démontrer.

En effet, on reconnaît généralement la personnalité morale et la faculté de contracter, aux Caisses Régionales et aux Caisses Centrales, Caisses régionales fédérant et réassurant les Caisses locales et les Caisses centrales à leur tour fédérant et réassurant les Caisses Régionales. Ces différentes Caisses constituent donc une sorte d'union de Syndicats. Or, si l'article 5 de la Loi de 1884 permet aux Syndicats de s'unir, c'est uniquement pour « se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts ». Il ne donne aucunement à ces unions de Syndicat le droit de vivre et d'agir indépendamment des Syndicats qui les composent. Il les prive au contraire expressément de la personnalité civile en disposant que ces unions ne pourront posséder aucun immeuble ni ester en justice. C'est ce que le Ministre de l'Intérieur constatait dans sa circulaire du 28 août 1884.

Une union donc qui n'a pas de personnalité civile ne peut évidemment pas contracter d'assurances ni effectuer de réassurances, car elle ne peut être le sujet des droits et d'obligations. Elle ne pourra pas faire rentrer les primes dues (au cas où on lui en refuserait le paiement) si elle ne peut agir en justice.

A toutes ces objections capitales, les partisans des Caisses d'Assurances Mutuelles répondirent par des arguments plus utilitaires que juridiques.

Le législateur de 1900, disaient-ils, ne s'est proposé qu'un but, affranchir les Mutuelles de la réglementation qui les

paralisaient, et leur donner comme formule de constitution, les règles si simples qu'ils avaient arrêtées pour les Syndicats Agricoles.

L'obligation que le législateur leur imposait, ne visait que leur formation à l'état de Société, la rédaction, si l'on veut, de leur acte de naissance, mais ne pouvait avoir aucun retentissement sur les fonctions spéciales qui étaient d'une autre nature que celle du Syndicat professionnel proprement dit, puisqu'elles impliquaient, avant tout, la nécessité de durer, pour arriver à la création d'un capital indispensable.

En résumé, pour la création des caisses d'assurances mutuelles, il fallait se reporter aux lois de 1900 et de 1884, et pour leur fonctionnement et leur organisation, la loi de 1867 et le décret de 1868 étaient seuls applicables.

Et à l'appui de cette thèse, ils invoquaient les travaux préparatoires de la loi, qu'a fidèlement reproduit le jugement du Tribunal de Chaumont, dont il a été parlé plus haut.

En voici quelques passages :

« Les Sociétés ou Caisses d'Assurances Mutuelles, dit la loi de 1900 pourront s'organiser suivant les prescriptions de la loi du 21 mars 1884.

« S'organiser, se former, ces mots reviennent toujours, mais agir et fonctionner, jamais.

« Même remarque dans le rapport fait au Sénat par M. Mir.

« La proposition de Loi votée par la Chambre des Députés, a pour but de faciliter la constitution des Sociétés ou Caisses d'assurances Mutuelles Agricoles, en les soumettant simplement aux prescriptions très réduites de la loi de 1884.

« Et plus loin, faisant allusion aux difficultés que présentaient les lois anciennes.

« Ce n'est point la première fois, continuait le rapporteur, que les Chambres auront, dans des conditions déterminées, dispensé certaines institutions professionnelles des formalités prescrites dans l'intérêt général, par la législation du droit commun ».

Constitution et formalité, disent ces textes, fonctionnement jamais.

« C'est dans cet esprit que la loi a été appliquée.

« En faisant bénéficier ces associations d'un régime de

« faveur qui leur permet de se constituer avec le minimum de formalité »

(Circulaire du Ministre de l'Agriculture du 28 février 1902).

Celle du 30 juin 1902 du même Ministre, n'est pas moins explicite :

« Les formalités de *constitution* sont des plus simples et des moins coûteuses, puisque dès l'instant qu'il s'agit d'une véritable mutualité agricole... il suffit de se conformer aux prescriptions imposées pour la création d'un Syndicat professionnel agricole. »

« L'opinion du professeur Berthélémy est encore plus décisive au sujet de la question aujourd'hui débattue, il n'a pas hésité à écrire :

« Les Sociétés d'Assurances Mutuelles Agricoles, instituées en vertu de la loi du 4 juillet 1900 sous la forme du Syndicat sont soumises aux règles de la loi du 21 mars 1884, seulement en ce qui touche leur constitution. Leur fonctionnement est soumis aux règles ordinaires du contrat de Société ; en particulier les membres ne peuvent pas se dégager du lien social, avant l'expiration du terme convenu ».

« C'est encore la même pensée qui a été traduite par le Ministre de l'Agriculture, et approuvée par la Chambre des Députés dans sa séance du 30 janvier 1906 :

« Qu'il est donc surabondamment établi que les Mutuelles Agricoles, tout en empruntant à la loi de 1884 les règles de leur constitution, conservent leur autonomie, leur caractère particulier de compagnie d'Assurances et ont le droit de se mouvoir et de se développer comme toute Société qui a l'assurance pour objet, sous les seules conditions qu'elles restent des Sociétés d'Assurances Mutuelles, qu'elles aient pour but de garantir des risques agricoles, qu'elles soient gérées et administrées gratuitement, qu'elles n'aient en vue et ne réalisent en fait aucun bénéfice. »

Les adversaires des Mutuelles répliquèrent qu'on oubliait qu'il s'agissait ici d'une exception à la règle générale, qu'on était dans le domaine du droit strict, et que dans ce domaine, il fallait se tenir au texte. Or, les textes visés ne permettaient aucune hésitation. Rien de spécial n'avait été édictée au sujet de l'organisation des Assurances mutuelles agricoles. En

conséquence, il fallait appliquer le texte que nous avions, et auquel la loi de 1900 nous renvoyait : La loi de 1884.

Ce pouvait être nuisible au fonctionnement des Caisses Agricoles, mais la loi était là, il fallait la suivre. La jurisprudence a donné raison aux Mutualistes. Nous ne dirons pas qu'elle ait été influencée par l'engouement singulier dont ont profité les Caisses locales, mais il est regrettable de voir qu'en cette matière les Tribunaux ont oublié leur manière de juger habituelle. Si le texte de la Loi de 1900, n'est pas complet, les Mutualistes n'ont qu'à s'en prendre aux Législateurs. La loi, nous l'avons dit, a été votée trop vite, on n'a pas saisi toute sa portée, et maintenant on veut y trouver ce que son texte n'a jamais voulu dire.

Les mêmes arguments militent en faveur de la non-application de l'article 5 de la loi de 1884.

Les Caisses Régionales n'ont pas d'existence légale régulière disaient les Agents de la Haute-Marne. Elles possèdent des biens et estent en justice, procèdent aux opérations de réassurance, ce qui ne leur est pas permis, puisqu'elles n'ont pas la personnalité civile.

On a répondu à tout cela que la loi de 1900 serait inutile si on ne permettait pas aux Caisses des différents degrés de fonctionner et de pratiquer la réassurance comme elles le font actuellement. Cette affirmation n'était pas tout à fait exacte, cela a déjà été démontré. Mais, du fait qu'une loi a été mal faite, qu'elle a créé des organes qui ne peuvent fonctionner, il ne découle pas qu'on doive absolument transgresser son texte et agir à sa propre guise. Ce serait trop commode.

Les Législateurs n'ont qu'à voter un nouveau texte plus explicite. On l'a fait en 1900 pour assurer la légalité des Caisses Agricoles Mutuelles.

La Loi de 1900, imprécise, comme nous l'avons vu au sujet de l'organisation et du fonctionnement des Mutuelles Agricoles, l'est aussi au sujet de leur but. Et après le vote de ce texte, un nombre respectable d'assureurs ont prétendu que cette loi ne s'appliquait qu'aux assurances de risques purement agricoles; et par conséquent on éliminait du bénéfice de cette loi l'assurance contre l'incendie, risque qui n'est pas spécial à l'Agriculture, mais bien commun à tout le monde.

Il ressort des travaux préparatoires de la loi et surtout de toutes les discussions et de tous les travaux qui l'ont précédée, que l'on voulait protéger l'agriculture contre les risques qui lui étaient particuliers, risques que l'initiative privée n'était pas encore parvenue à garantir.

Dans ces risques n'entraient pas l'incendie, pour deux raisons majeures : tout d'abord, parce que comme nous l'avons dit, l'incendie est un risque qui menace tout le monde et pour lequel, par conséquent, on ne voit pas la raison d'une faveur particulière au profit d'une catégorie de personnes ; et parce que, en second lieu, les Agriculteurs qui voulaient faire preuve de prévoyance, avaient toutes les facilités possible pour s'assurer contre l'incendie, soit aux Compagnies à primes fixes, soit aux grandes Mutuelles. Qu'on n'aille pas dire, comme M. Fernand David, ancien Ministre de l'Agriculture, « que les « Sociétés d'Assurances contre l'incendie professent un grand « mépris pour les risques de nos campagnes qui ne sont point « assez rémunérateurs, et qui leur apportent trop de chances « de sinistres. » Il ne sait donc pas que les risques agricoles forment la base des meilleurs portefeuilles incendie de nos grandes Compagnies. Il n'y a d'ailleurs qu'à séjourner quelque temps dans un village pour voir avec quel empressement les Agents d'Assurances recherchent ces risques.

Le cultivateur pouvait donc, s'il le voulait, s'assurer contre l'incendie, mais il lui était difficile de se protéger contre les risques purement agricoles, tels que la mortalité du bétail, la gelée, la grêle, etc...

C'est uniquement de l'assurance de ces risques que parlent les promoteurs de la loi de 1900.

M. Viger, dans l'exposé des motifs qui précède la proposition de loi, nous parle de la réforme budgétaire due à M. Meline en 1898 « réforme, dit-il, qui a été le point de départ d'une évolution féconde et qui a consisté à ouvrir un crédit spécial « pour les subventions aux Sociétés d'Assurances Mutuelles, « contre la mortalité du bétail et contre la grêle. »

Les risques sont bien spécifiés, on ne parle pas de l'assurance incendie.

Plus loin, faisant l'historique de ce mouvement mutualiste il écrit que les agriculteurs « ont demandé à la loi du 21 mars

« 1884 sur les Syndicats professionnels, la sanction légale
« dont ils avaient besoin pour constituer facilement et écono-
« miquement des Caisses Mutuelles Agricoles contre la mor-
« talité du bétail et contre la grêle.

Pas question du tout du risque incendie.

Si l'on remonte plus haut, on verra que le premier projet Viger, déposé en 1884, ne visait nullement le risque incendie. Il avait pour but de venir en aide aux cultivateurs ayant éprouvé des pertes résultant de la grêle, de la gelée, de la mortalité des animaux de ferme.

En mars 1899, M. Fernand David proposait une motion additionnelle à la loi de Finances, ainsi conçue : « Les Sociétés
« d'Assurances mutuelles de propriétaires, *contre la mortalité*
« *du bétail*, sont affranchies des dispositions de la section I
« titre III de la loi des 7, 22 mars et 5 juin 1850 » (Impôts).

M. David, à cette époque, ne pensait donc pas à faire bénéficier l'assurance Mutuelle agricole contre l'incendie, de tous les avantages qu'on réservait aux Assurances contre la mortalité du bétail ou la grêle.

Au cours des travaux préparatoires, il ne fut nullement question de l'assurance incendie jusqu'au jour où la proposition Viger vint en discussion au Sénat (26 juin 1900) ; après la lecture de la loi, M. Antoine Perrier demanda nettement à M. Mir si la proposition s'appliquait aux Mutuelles Agricoles incendie.

« *Aucune indication n'est donnée, disaient-ils en ce qui concerne le but principal de ces Sociétés, qui sont dispensées*
« *des nombreuses et coûteuses formalités prescrites pour les*
« *Sociétés, en particulier les Sociétés Commerciales.*

« On parle des *Sociétés Mutuelles Agricoles*, sans que l'on indique nettement la nature de ces Sociétés. »

« D'après les explications échangées fréquemment à la
« Chambre des Députés, à ce sujet, il s'agit de celles créées
« contre la mortalité du bétail et contre la grêle, mais *il se*
« *constitue des Sociétés Mutuelles contre l'incendie, la perte de s*
« *récoltes. Cette loi s'appliquera-t-elle à ces Sociétés ?*

Ce à quoi, M. Mir, rapporteur, répondit :

« *La loi est absolument générale, elle s'applique à toute Société*
« *Mutuelle constituée entre Agriculteurs ayant pour but de ga-*

« garantir ses membres aussi bien contre les risques d'incendie, « que contre toute espèce d'événements qui menacent leur profession. »

« Nous n'avons entendu exclure aucun des risques contre « lesquels peuvent avoir à se garantir les Agriculteurs. Tous « les risques agricoles, sans exception, l'incendie, la grêle, les « gelées, la mortalité des bestiaux et tous autres risques qui menacent la profession, peuvent faire l'objet d'une Société Mutuelle bénéficiant des dispositions de la loi de 1884. »

C'était la première fois qu'au Parlement, au sujet des Assurances Mutuelles Agricoles, on parlait du risque d'incendie.

C'est cette réponse de M. Mir qui, pour les Mutualistes, a tranché toute difficulté, en permettant aux Mutuelles Incendie de profiter des avantages de la loi de 1900. Nous ne discuterons pas ici l'utilité de ces avantages, appliqués aux Mutuelles Incendie, cela fera l'objet d'un chapitre suivant. Mais on nous permettra de dire que cet octroi de privilège à une classe toute spéciale a été voté bien vite ; qu'il aurait fallu peser plus longuement l'utilité et les inconvénients du système d'assurance incendie dont on voulait faire bénéficier les agriculteurs seulement. Ne pourrait-on pas dire, d'ailleurs, qu'en interprétant ainsi qu'on le fait la loi de 1900, on ne va pas plus loin que ne l'aurait voulu le législateur. Si les Sénateurs ont su, qu'en votant le texte de la proposition Viger, ils avantageaient la population agricole pour l'assurance de ses risques incendie, les Députés, ne semblent pas s'en être aperçu. Il n'y a pas eu ou presque pas eu de discussion à la Chambre, et M. Perrier, au cours de son interpellation au sujet de l'assurance du risque incendie, disait lui-même qu'à la Chambre des Députés dans les explications échangées fréquemment à ce sujet, il s'agissait uniquement des Assurances Mutuelles Agricoles contre la mortalité du bétail, et contre la grêle. N'est-ce donc pas interpréter trop largement la loi de 1900 que de faire bénéficier de ses avantages les Sociétés d'Assurances Mutuelles Agricoles contre l'Incendie ?

Bien plus n'est-il pas illégal d'assimiler les Mutuelles-Incendie à des Syndicats ? Est-ce dans un intérêt professionnel que ces Caisses sont organisées ? — Certainement non. — En effet

si cet intérêt professionnel nécessaire à l'existence de tout Syndicat apparaît dans l'assurance des risques essentiellement agricoles, il n'existe pas dans l'assurance incendie. C'est un risque malheureusement commun à tout le monde et dont l'agriculteur ne souffre pas plus que ceux qui l'entourent.

L'intérêt professionnel n'existant donc pas comment peut-on transformer ces sociétés d'assurances en syndicats et les faire bénéficier ainsi des avantages de la loi de 1884 ? C'est aller à l'encontre du texte et de l'esprit de cette loi.

CHAPITRE III

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'ASSURANCE MUTUELLE AGRICOLE CONTRE L'INCENDIE

A). — ORGANISATION

Pour permettre aux Caisses locales d'assurances de bénéficier des avantages de la loi de 1900, le Législateur leur a imposé les deux conditions suivantes :

- 1^o Elles doivent être gérées et administrées gratuitement et ne doivent avoir en vue aucune réalisation de bénéfices ;
- 2^o Elles ne peuvent assurer que des risques agricoles ;

Si ces deux conditions sont remplies, ces Caisses bénéficient des avantages suivants :

- 1^o Elles sont affranchies des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 28 janvier 1868 relatifs aux contrats d'assurance. Elles peuvent se constituer, en se soumettant simplement aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884.
- 2^o Elles sont exemptes de tous droits de timbre et d'enregistrement autres que le droit de timbre prévu par le § 1^{er} de l'article 18 de la loi des 23 et 25 août 1871.
- 3^o Elles peuvent être subventionnées par l'Etat, les Conseils Généraux et les municipalités.

Examinons chacune de ces conditions, puis nous verrons les différents avantages que la loi de 1900 a procuré aux Agriculteurs.

I. — CONDITIONS IMPOSÉES

A. — *Gestion et Administration gratuite, et Interdiction de réaliser des bénéfices.*

Dans les travaux préparatoires de la loi de 1900, il apparaît nettement que le législateur voulait que la gestion et l'administration des caisses qu'il avait l'intention de favoriser, fussent gratuites et que la réalisation de bénéfices leur fut interdite.

Cette loi exigeait que l'assurance Mutuelle agricole, fut étrangère à toute idée de lucre, tant pour les administrateurs que pour les adhérents ; car le législateur voulait venir exceptionnellement en aide, non aux Sociétés de commerce, de finances, de spéculation, quelque intéressante qu'elles fussent mais à celles seulement qui pratiquaient l'assurance sous la sauvegarde plus ou moins complète de leurs biens (1).

Craignant que, sur ce point, le texte de la loi tel que l'avait proposé M. Viger ne fut pas suffisamment explicite, M. Chevalier, député, dans un rapport supplémentaire, écrivait :

La loi entend ne viser que les petites Sociétés d'Assurances « Mutuelles Agricoles qui ne réalisent aucun bénéfice et n'assurent à leurs Administrateurs et à leurs Directeurs ni traitement ni allocations diverses, sauf cependant les très minimes frais de bureau qui peuvent être accordés à leur secrétaire. »

Et il modifiait en ce sens le texte de M. Viger.

Qu'entend-on par les très minimes frais de bureau pouvant être accordés aux Secrétaires ?

Sur ce point on considère que les employés de la Société, Directeur technique et autres, peuvent être appointés, pourvu

(1) Rapport de M. Forni, député. Déjà cité.

que leurs services ne puissent être considérés comme des actes de gestion.

Mais dans quel cas, un Directeur technique ne fera-t-il nullement acte de gestion et d'administration ? Dans les mutuelles importantes, comme l'Union du Sud-Est, le Directeur technique est le personnage le plus important de la Société et de son administration, c'est lui, qui, en fait, préside à la marche de la Société, et cependant, il est appointé.

Il ne peut en être autrement. Quel est le mutualiste assez convaincu qui, aujourd'hui, accepterait de telles fonctions sans avoir la certitude d'être suffisamment rémunéré ?

L'Etat, d'ailleurs, fournit à la plupart des caisses des employés qu'il rémunère lui-même. Aux instituteurs, en plus de leur travail d'éducation morale et physique de nos enfants, on demande d'être des assureurs, et de porter la bonne parole de la Mutualité agricole dans nos campagnes. La Caisse Nationale de Réassurance des Mutuelles Agricoles, est toute entre les mains de fonctionnaires.

M. Astresse, dans son *Traité général théorique et pratique des Assurances Mutuelles*, a prétendu que même les titulaires de fonctions gratuites, pouvaient recevoir certains dédommagements pécuniaires pour le mal qu'ils se donnaient (1). Cette opinion est très discutable. Elle est surtout très dangereuse, parce qu'elle ouvre la porte à tous les abus.

Chacun apprécie donc à sa manière le sens de ces mots « Gestion et Administration gratuites ». Plus les Caisses se développeront, nous parlons surtout des Caisses Régionales, moins elles pourront satisfaire à cette obligation légale. Elle peut très bien être suivie dans les caisses communales, là où aucun véritable travail d'assurance n'est fait. Mais l'homme

(1) M. Astresse (*Traité général théorique et pratique des Assurances Mutuelles*) étaye son opinion sur le raisonnement suivant : Il assimile les Sociétés Mutuelles Agricoles à des entreprises de prévoyance et s'appuie sur un décret rendu le Conseil d'Etat entendu, le 17 décembre 1898, ledit décret décidant que l'on devait considérer comme étant administré gratuitement une entreprise dont les statuts attribuent aux membres fondateurs un pour cent du droit d'admission pendant toute la durée de l'association, si cette attribution n'est que la rémunération des apports faits par lesdits fondateurs et en compensation de leurs peines, soins, diligences.

qui se voue tout entier à une œuvre, même mutualiste, qui y consacre tout son temps, consentira-t-il à travailler sans espoir de rémunération ?

Les caisses d'assurances ne doivent, avons-nous dit, réaliser aucun bénéfice. A ce sujet, il faut signaler que tout le monde est d'accord pour ne pas considérer la création d'un fonds de réserve comme une réalisation de bénéfice.

C'est dans ce fonds de réserve que doit obligatoirement être versé, tous les ans, ce qui reste des primes acquises, lorsque les sinistres ont tous été réglés, et c'est ce fonds de réserve qui permettra un jour plus ou moins prochain, aux Mutualistes d'être assurés sans avoir à payer de primes. Tel est du moins leur espoir !

B. — *Risques Agricoles*

La deuxième condition que doit réaliser une Caisse locale d'Assurances contre l'Incendie, pour bénéficier des avantages de la loi de 1900, consiste dans la défense qui lui est faite d'assurer d'autres risques que des risques agricoles.

Qu'est-ce donc qu'un risque agricole ?

M. Caillaux, Ministre des Finances, a délimité le champ d'action de ces Caisses dans une lettre du 31 août 1900 adressée à M. le Ministre de l'Agriculture.

« Les Sociétés d'Assurances de la loi de 1900, dit-il, peuvent
« étendre leur champ d'action à toutes les propriétés bâties
« et spécialement aux maisons d'habitation, sans distinguer
« entre celles qui sont isolées ou celles qui sont réunies en
« village, pourvu qu'elles servent de logement aux personnes
« s'adonnant habituellement aux travaux des champs. Il
« peut seulement s'élever, à ce sujet, quelques questions de fait
« qui doivent être résolues d'après les circonstances particulières de chaque affaire ».

Le cultivateur pourra donc assurer à la caisse ses propriétés bâties et son mobilier, en plus de ses récoltes et de ses instruments agricoles. La réponse de M. Caillaux n'était cependant pas suffisamment précise, car de nombreuses difficultés ont surgi depuis.

On a voulu faire bénéficier des avantages de la loi de 1900,

les bâtiments communaux et certains risques commerciaux ou industriels se rapportant directement à l'agriculture et faisant partie de l'agglomération rurale, tels que les ateliers des bourreliers, forgerons et maréchaux-ferrants, les magasins des petits épiciers ou les aubergistes de village. « On ne peut mettre en dehors de l'assurance incendie de la loi de 1900, disait M. Fernand David (1), le petit débit où l'on vendra le vin récolté dans le pays et peut-être le vin du propriétaire, où la petite épicerie dont l'existence est nécessaire, dans un village si peu important qu'il soit. Je demande à M. le Ministre de l'Agriculture de vouloir étendre l'interprétation qu'il donnera du mot agricole, jusqu'aux limites mêmes du village et de décider que tout ce qui est agglomération rurale constitue un risque agricole. »

M. le Ministre des Finances que la question regardait directement ne voulut pas suivre M. David, et sous son inspiration le Directeur général de l'Enregistrement précisa, de nouveau, l'étendue du « risque agricole ». Voici son avis sur l'assurance des établissements communaux :

« L'immunité fiscale octroyée par la loi du 4 juillet 1900, est limitativement appliquée aux Mutuelles Agricoles, c'est-à-dire à celles qui ont pour objet notamment d'assurer les bâtiments, mêmes ceux affectés à l'habitation des personnes s'adonnant habituellement aux travaux des champs ».

« Or, les établissements communaux, (mairie, écoles), ne remplissent pas évidemment cette destination, et leur situation dans une agglomération rurale, ne justifie pas à elle seule leur classement parmi les risques agricoles. »

C'est aussi dans cet esprit qu'une décision ministérielle du 17 février 1902 a reconnu qu'on ne saurait faire rentrer dans la catégorie des risques agricoles les bâtiments autres que ceux habités par les agriculteurs, notamment les châteaux, maisons de maîtres ou usines qui pourraient exister dans le périmètre d'un village.

Mais au sujet des forgerons, maréchaux-ferrants, épiciers de village, la question n'était pas tranchée.

Au début de septembre 1912, M. Bodin Secrétaire de la

(1) Chambre des Députés. — Séance du 3 février 1902.

Caisse Nationale de Réassurance, demandait à M. Malnoury, secrétaire de la Mutuelle-Incendie de l'Est, qui fait d'ailleurs autorité en la matière, son avis « sur l'admission à l'assurance des meubles et immeubles des aubergistes, maréchaux-ferrants, charrons, qui, bien que patentés, possèdent des vignes, des terres et des bâtiments d'exploitation. »

« Pour les charrons et les maréchaux, répondait M. Malnoury, si le matériel est de peu d'importance et n'est pas « mû mécaniquement, et si les risques agricoles dominant, « on l'assure. Pour les aubergistes et petits épiciers, on les « assure rarement, il faut que les risques agricoles dominant « nettement que les risques de commerce soient minimes. C'est « toujours une question de fait ».

Donc, pas d'idées nettes à ce sujet même parmi les Mutualistes. Pour mettre fin à toutes ces discussions une commission interministérielle était nommée en 1913 pour résoudre toutes ces questions. Cette commission n'a pas encore donné les résultats de ses travaux.

A notre avis, les partisans de l'Assurance Mutuelle Agricole contre l'incendie ont tendance à oublier que la loi de 1900 est une loi d'exception. Seuls les risques purement agricoles peuvent être garantis par ces caisses.

Ce n'est pas ce que pensent MM. Pelud et des Essards.

« Laissons le temps accomplir son œuvre, disent-ils. Un jour « viendra que des villages presque entiers seront assurés aux « Mutuelles agricoles, et à ce moment la force des choses fera « qu'on ne laissera pas en dehors de la Mutuelle locale les « risques, très rares, dont le caractère agricole n'est pas bien « nettement déterminé, comme les bâtiments communaux et « ceux du cultivateur commerçant » (1).

MM. Pelud et des Essards vont beaucoup plus loin que le législateur. S'ils mettaient leur idée en pratique, les Caisses ainsi créées seraient elles légales et ne devraient-elles pas être soumises à toutes les obligations et toutes les charges des autres Sociétés d'assurances ?

(1) Pelud et des Essards. — L'assurance Mutuelle agricole contre l'incendie 1906. — Déjà cité.

II. — AVANTAGES ACCORDÉS

Si les conditions que nous avons énumérées et discutées plus haut sont remplies, les Mutuelles-Incendie,

1^o Peuvent se constituer en empruntant les règles édictées par la loi de 1884 ;

2^o Elles ne sont pas soumises aux impôts et frais d'enregistrement que doivent acquitter les Compagnies d'Assurances ordinaires, mutuelles ou à primes fixes ;

3^o Elles peuvent obtenir des subventions de l'Etat, des départements et des communes.

a) **Règles de Constitution.** — Les règles que la loi de 1867 et le décret de 1868 imposaient aux Sociétés d'Assurances, dès leur formation et durant leur fonctionnement, étaient certainement une entrave à l'éclosion des petites Mutuelles Incendie.

Nous avons vu qu'elles avaient emprunté les formes de la loi de 1884, avant le vote de la loi de 1900, et que celle-ci avait sanctionné leur manière de faire.

Une caisse locale d'Assurance Mutuelle agricole contre l'Incendie est donc légalement constituée dès qu'elle a l'adhésion de sept mutualistes, et elle pourra fonctionner dès qu'elle aura effectué en mairie le dépôt de trois exemplaires de ses statuts et la liste de ses administrateurs certifiée par le président et le secrétaire de la Caisse, le tout sur papier libre. Ce sont les seules formalités qu'exige la loi du 21 mars 1884.

Ce dépôt des statuts n'est d'ailleurs pas une condition essentielle de la validité de ces caisses. Il est même certain que l'inaccomplissement de cette prescription n'entraînerait pas de plein droit leur inexistance légale. La loi de 1884 se borne à frapper d'une amende de 16 à 200 fr., les directeurs ou administrateurs qui auraient contrevenu à cette disposition.

Mais, dans ce cas, l'Etat pourrait n'accorder de subvention que si la Caisse, non déclarée en mairie, accomplissait cette formalité.

b) **Exemption d'impôts.** — Dès leur création et durant toute leur existence, les Mutuelles agricoles bénéficient d'une exemp-

tion à peu près complète d'impôts. Elles ne sont soumises qu'au paiement des droits de timbre prévus par le § 1^{er} de l'article 18 de la loi des 23 et 25 août 1870, droit d'ailleurs modifié par des lois plus récentes.

Les autres impôts auxquels sont soumises les Sociétés d'Assurances et dont sont disposées les Caisses de la loi de 1900, sont au nombre de trois :

1^o Un droit de timbre de 14 0/00 sur le capital assuré, droit primitivement de 4 0/00 élevé à 7 0/00 par la loi du 29 juin 1918 et porté à 14 0/00 par la loi du 25 juin 1920 ;

2^o Un droit d'enregistrement de 11 0/0 du total de la prime et des frais, droit établi primitivement à 10 0/0 par les lois des 23 et 25 août 1870 et du 30 décembre 1873, et porté à 11 0/0 par la loi du 25 juin 1920 ;

3^o Une taxe, dite de pompiers, de 0,006 0/00 du capital assuré, établie par la loi du 13 avril 1898.

Il faut remarquer, que depuis 1919 ces impôts ont augmenté considérablement.

Il est difficile d'établir une proportion exacte entre la prime et les impôts qu'elle supporte, mais quelques exemples nous montreront que généralement les impôts atteignent 20 0/0 du chiffre de la prime et quelquefois même beaucoup plus.

Prenons une exploitation agricole assurée en totalité pour 50.000 fr. le taux de prime ordinaire variant entre 1,75 et 2,25 0/00, l'assuré devra payer environ 100 fr. de prime nette, en plus de laquelle il devra acquitter à l'Etat, s'il n'est pas assuré à une Mutuelle Agricole :

0 fr. 30 de taxe,

12 fr. 40 de droit d'enregistrement,

7 fr. de droit de timbre.

au total 19 fr. 40 soit presque 20 0/0 du montant de sa prime.

Il ne faut pas oublier que le droit de timbre perçu sur le capital est le même, que le risque soit garanti pendant un jour ou pendant l'année entière.

Il arrive souvent que l'assuré ait à payer plus d'impôt que de prime.

Supposons que notre agriculteur dont la prime est à échéance le 13 mai, achète le 1^{er} mars une maison et qu'il veuille la faire garantir immédiatement contre l'incendie. Il fait un avenant et il paie une prime fractionnaire du 1^{er} mars au 15 mai.

Le montant de ce qu'il aura à payer se décomposera comme suit :

A) Prime : 1/3 de 0,30 sur 20.000 fr. (prix de la maison en question) soit	2 fr.
Majoration de 10 0/0.....	0 fr. 20
Total.....	2 fr. 20

B) Droits : Taxe : 0,006 0/00 sur 20.000.....	0 fr. 10
Droit de timbre : 0,14 0/00 sur 20.000.....	2 fr. 80
Droit d'enregistrement : 0,11 0/0 sur 2,30.....	0 fr. 25
Total.....	3 fr. 15

soit presque un fr. de plus de droit que de prime, et ceci sur une somme de 2 fr. 20.

Cet exemple se renouvelle tous les jours (1).

Au sujet de la taxe de 0,006 0/00 du capital assuré, il a surgi des difficultés. On s'est demandé pourquoi cette taxe n'était pas appliquée aux Mutuelles. La loi de 1900 ne contenait à cet égard, aucune précision.

« Les Sociétés Mutuelles d'Assurances Agricoles, dit la loi,

(1) Nous faisons remarquer que depuis l'augmentation des impôts (Juillet 1920) le montant des droits dans l'assurance des immeubles importants, est presque toujours plus élevé que le montant des primes nettes. Prenons par exemple une assurance d'un immeuble d'une valeur de 1.000.000 ce qui est fréquent actuellement.

La prime sera de 0,16 0/00 soit	160
plus majoration de 10 0/0 —	16
	176
Les droits seront de 0,14 0/00 sur 1.000.000.....	140
11 0/0 sur 176	12
0,006 sur 1.000.000.....	6
	158

soit 48 fr. de plus des droits que de prime.

« sont exemptes de tous droits de timbre et d'enregistrement
« autres que ceux prévu par le § 1^{er} de l'article 18 de la loi
« des 23 et 25 août 1870 ».

Interrogé à ce sujet, M. Caillaux, Ministre des Finances
répondait le 31 août 1901 :

« Le législateur semble avoir eu le dessein d'accorder aux
« Sociétés d'Assurances Mutuelles une exonération générale
« de toutes les taxes fiscales, à la seule exception du droit de
« timbre de dix centimes. Cette taxe (de 0,006 0/00) figure
« d'ailleurs au budget parmi les produits de l'enregistrement.
« Les Sociétés ou Caisses d'Assurances Mutuelles agricoles m'en
« paraissent donc exemptes, au même titre que les droits d'en-
« registrement proprement dits. »

Les Sapeurs-Pompiers n'ont pas toujours été de l'avis de
M. Caillaux, et voyant le produit de la taxe diminuer avec le
développement des Mutuelles (1) ils ont émis à leur congrès
de 1908 le vœu suivant :

« Considérant que c'est en raison d'une interprétation abu-
« sive de la loi du 4 juillet 1900, que les Mutuelles Syndicales
« Agricoles sont exonérées de la taxe de 6 fr. par million, au
« profit du corps de Sapeurs-Pompiers, que cette exonération
« en présence de l'extension certaine de ces Mutuelles soutenues
« par les fonctionnaires et le Ministre de l'Agriculture, aura
« pour résultat de nous priver des 1.200.000 fr. actuellement
« inscrits au chapitre 31 du budget de l'intérieur. Le Congrès
« émet le vœu que ladite taxe soit perçue sans distinction sur
« tous les Capitaux garantis tant par les Mutuelles Syndicales
« que les Compagnies et Sociétés Mutuelles d'Assurances ».

Depuis le Congrès de 1908, le corps des Sapeurs-Pompiers
ayant probablement compris que le développement des Mu-
tuelles ne serait pas suffisant pour qu'ils s'aperçoivent vrai-
ment d'une diminution dans le produit de la taxe, n'ont
pas remis cette question en discussion.

Cet exposé nous permet de voir qu'elle est l'importance de

(1) Cette taxe produit environ 1.500.000 fr. par an.

l'exemption d'impôt qu'a octroyé aux Caisses d'Assurances Mutuelles, la loi de 1900.

Si, à cette époque, les législateurs avaient l'intention de créer un tel privilège, cette intention l'ont-ils encore ou plutôt doivent-ils l'avoir encore ? C'est ce que nous verrons bientôt.

c) **Les Subventions.** — Très discutée autrefois, l'attribution des subventions aux Mutuelles Incendie est un fait admis aujourd'hui. On avait prétendu avec beaucoup de raison que les subventions devaient profiter exclusivement aux Caisses Mutuelles que visait spécialement la loi de 1900, c'est-à-dire aux Caisses devant assurer les Agriculteurs contre la grêle, la mortalité du bétail, la gelée et autres risques purement agricoles.

En effet, la somme destinée à subventionner ces Caisses était inscrite ainsi au budget : « Subventions aux Sociétés d'Assurances Mutuelles Agricoles contre la grêle et la Mortalité du Bétail ». Ce n'est qu'au cours de la discussion du budget de 1903 que dans la séance du 26 janvier de la même année, sur le projet de M. Empereur, député, les mots « contre la grêle et la mortalité du bétail » furent supprimés, afin de bien marquer que le parlement voulait que toutes les Mutuelles Agricoles bénéficient des subventions de l'Etat, qu'elles s'occupent des risques de grêle, d'incendie ou autres.

Cependant, il semblait difficile d'admettre même à nos législateurs que les Mutuelles Incendie soit subventionnées, M. Guillaume Chastenot qui épousait cependant les idées de Messieurs Méline et Viger, disait lui-même à la Chambre : (1) « Ce que l'on a voulu favoriser, c'est l'assurance du risque proprement agricole, du risque de mortalité du bétail, du risque de grêle, d'inondation, tous risques, vis-à-vis desquels l'agriculteur est souvent désemparé, parce qu'il ne trouve pas toujours l'assurance à bon marché, comme il est toujours sûr, grâce à la concurrence de la trouver lorsqu'il s'agit du risque incendie qui n'est pas spéciale à l'agriculture. Dans un rapport de M. Charles Dumont, Député du Jura, en date du 12 avril 1906, Rapport au sujet d'une pétition adressée à la

(1) Anatole Weber. — Introduction à l'Etude de la Prévoyance.

Chambre par les Agents d'Assurances de la Haute-Marne, on retrouve la même idée.

M. Dument, après avoir affirmé que sans contestation possible, les Mutuelles Agricoles Incendie avaient droit au régime privilégié de la loi de 1900 et aux subventions du chapitre II du budget de l'Agriculture qui, de 500.000 fr. en 1898, s'élevaient en 1906 à 1.200.000 fr. affirme que, suivant l'avis de la commission des Pétitions, le Ministre de l'Agriculture doit réserver d'abord les subventions dont il dispose à l'assurance des risques non garantis, et particulièrement aux Mutuelles-Bétail.

Cet avis fut loin d'être suivi.

Les crédits votés par la Chambre pour l'allocation des subventions aux Caisses locales ont toujours progressé depuis 1898, de 500.000 fr. en 1900, elles étaient en 1912 de 1.471.250 fr. dont 377.600 fr. accordés aux Mutuelles Incendie. En 1914, ces subventions atteignaient la somme de 1.540.000 fr. pour la totalité des Caisses. Elles furent sensiblement réduites pendant la guerre. En 1919, 871.500 fr. dont 176.400 fr. pour les Mutuelles Incendie leur était alloué. Mais ce crédit vient d'être porté au budget de 1920 à une somme de 1.400.000 fr. chiffre sensiblement égal à celui de 1914.

D'autres subventions peuvent également être accordées par les Conseils généraux, les Conseils Municipaux et les Syndicats Agricoles. Pour celles-ci, aucune règle spéciale, dans leur attribution.

Les subventions de l'Etat, sont de deux sortes :

1^o Les subventions dites de 1^{er} établissement dont le montant varie entre 500 et 1.000 fr. suivant un barème établi au Ministère de l'Agriculture. Ces subventions ne sont accordées qu'une seule fois. Elles sont destinées, comme leur nom l'indique, à encourager la fondation des Mutuelles ; ce pécule leur sert aux dépenses d'établissement et à la constitution d'un fonds de réserve (1).

(1) Il faut noter qu'une partie de cette subvention, généralement 5 0/0, est envoyée par les Caisses locales à la Caisse régionale et forme ce qu'on appelle le « Fonds de Secours. »

2° Les subventions allouées aux Caisses durant leur fonctionnement. Ces subventions sont accordées aux Mutuelles atteintes par des sinistres trop importants dont elles ne peuvent indemniser complètement les victimes. Elles varient entre 15 à 30 0/0 du montant des indemnités dues.

M. Malnoury (1) nous indique la façon dont les Caisses procèdent pour obtenir ces subventions :

« Toute demande de subvention sera adressée au Préfet
« du département par les Membres de la Commission administra-
« tive et signée d'elle. Cette demande mentionnera notamment
« le titre et la date de la création de la Société, son siège social,
« le nombre de ses adhérents, le montant du capital à assurer,
« celui des primes à recevoir ; elle indiquera en outre, quand
« elle sera faite dans la 2^e hypothèse, le chiffre des pertes subies
« par les Sociétaires et le montant des indemnités payées,
« le pourcentage entre les deux chiffres ».

« Chaque demande sera accompagnée de quatre exemplaires
« des statuts et de deux listes de membres participants (avec
« indication des adresses), certifiée par le Président. Quand
« il y aura lieu, on joindra à ces pièces un certificat constatant
« les subventions reçues sur allocations du Conseil Municipal
« et un certificat du professeur d'Agriculture ».

« Les demandes sont transmises par le Préfet, avec avis
« motivé au Ministère de l'Agriculture qui statue. Au demeu-
« rant, il n'est pas une demande qui, régulièrement faite, ne
« soit suivie de satisfaction. Les Caisses locales avisent, après
« réception, de l'emploi des fonds, conformément aux règles
« statutaires ».

« Quand la solution sur la demande tarde à venir, comme cela
« est arrivé maintes fois, on fait un rappel de demande à plu-
« sieurs reprises même, si cela est nécessaire. »

Nous terminerons notre exposé en rappelant que, depuis le 8 août 1918, M. Boret, alors Ministre de l'Agriculture a décidé que les subventions ne seraient plus accordées qu'aux seules Mutuelles Agricoles réassurées ou fédérées.

(1) La Mutualité agricole et l'assurance contre l'incendie (1910).

B). — FONCTIONNEMENT DES MUTUELLES AGRICOLES CONTRE L'INCENDIE

Nous n'étudierons ici que le fonctionnement des Sociétés d'Assurances Mutuelles Agricoles contre l'Incendie, fédérées et réassurées. Ce sont de beaucoup les plus nombreuses, et seules, elles possèdent les éléments nécessaires qui leur permettront de vivre.

M. Ricard, Ministre de l'Agriculture, dans son rapport en date du 15 septembre 1920, ne s'occupe lui aussi que des Mutuelles fédérées, ce sont les seules qui l'intéressent, et à elles seules on accordera désormais des subventions. C'était d'ailleurs comme nous venons de le dire ce qu'avait décidé M. Boret son prédécesseur au Ministère de l'Agriculture. Il ne faisait ainsi que mettre en pratique la résolution votée à la Chambre le 27 janvier 1913 invitant le gouvernement à ne plus accorder désormais de subventions qu'aux Sociétés réassurées.

Les Mutuelles isolées tendent d'ailleurs à disparaître. Quelques-unes d'entre elles, anciennes déjà, vivront encore grâce à leurs réserves ; mais en raison de l'augmentation de valeur de toutes choses, la Société locale qui ne voudra pas se réassurer sera exposée plus que jamais à sombrer. Ce ne sera que par un hasard inexplicable qu'elle pourra vivre seule.

Laissons donc ces caisses isolées de côté, pour ne nous occuper que des Mutuelles fédérées et réassurées.

Il faut dire immédiatement que le fonctionnement de ces Mutuelles ne diffère pas tellement de celui des Mutuelles ordinaires et même des Compagnies d'Assurances.

Comme elles, les Mutuelles Agricoles pratiquent l'assurance en deux phases : l'assurance proprement dite et la réassurance. Comme elles, les Mutuelles ont adopté le système de la prime fixe, le Règlement des sinistres est analogue chez les unes comme chez les autres. Les obligations et les droits de l'assuré et du mutualiste sont presque identiques.

Ces Mutuelles ont d'ailleurs pour leur organisation et leur mode de fonctionnement, copié servilement ce qu'avaient créé avant elles, et avec peine souvent, les Compagnies à primes fixes et les Grandes Mutuelles.

L'Assurance Mutuelle Agricole contre l'Incendie comporte 3 degrés :

La Mutuelle locale, base de l'organisation, chargée surtout de recruter les assurés et de faire signer les contrats qu'elle ne peut d'ailleurs conclure elle-même.

La Mutuelle Régionale qui fédère les Mutuelles locales d'un ou plusieurs départements et qui les autorise à signer les contrats.

La Mutuelle centrale qui réassure, soit les Mutuelles régionales soit directement les Mutuelles locales qui ne rentrent pas pour une raison ou pour une autre dans la fédération d'une caisse régionale. A cette réassurance spéciale, destinée nous dit-on au Ministère de l'Agriculture, à disparaître prochainement (Des Mutuelles Régionales seront créées dans toute la France) est affectée une Caisse spéciale appelée Caisse provisoire.

Etudions ces trois sortes de caisses et voyons leur ressemblance avec les trois organes essentiels de toute assurance :

L'Agent producteur,

La Compagnie d'Assurances ;

La Compagnie de Réassurances.

La Mutuelle locale. — La Mutuelle locale est à la fois Agent producteur et assureur au premier degré. Elle recrute les adhérents, elle reçoit les primes et paye les sinistres, mais elle ne peut conclure un contrat sans l'autorisation de la Caisse Régionale.

Pour créer une Caisse locale, il faut au moins 7 adhérents, qui constituent le bureau de l'Assemblée Constitutive. Ces adhérents peuvent être de deux catégories :

1^o Les *assurés*, qui libres vis-à-vis des Compagnies, peuvent contracter leur assurance immédiatement ;

2^o Les *expectants*, qui, ayant une police encore en cours avec les Compagnies, sont dans l'expectative et attendent que leur police soit à échéance pour la passer à la Mutuelle locale.

Dès que 7 adhérents sont groupés, ils forment le bureau et la Caisse locale est formée. Elle adresse immédiatement

(recommandent les instructions de la Mutuelle Incendie de l'Est) au Ministre de l'Agriculture une demande de subvention, sur le chapitre 6 du budget de l'Agriculture, subvention dite de fondation.

En même temps, la Caisse locale demande son affiliation à la Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles contre l'Incendie de sa région ou à son défaut, à la Caisse Nationale de Réassurances en lui fournissant les pièces nécessaires constatant qu'elle est bien dans les conditions voulues pour être affiliée, c'est-à-dire qu'elle est Mutuelle, Agricole, Locale, légalement constituée.

Elle peut, par la même occasion, nous disent toujours les Instructions de la Mutuelle Incendie de l'Est, demander à la Caisse régionale tout le matériel nécessaire à son fonctionnement.

Les instructions dont nous venons de parler résument ainsi le rôle de la Mutuelle locale.

« Choisir et surveiller les Sociétaires et les risques, arriver
« à gagner tous ceux de la localité qui sont dignes d'être Socié-
« taires, veiller à ce que les résiliations avec les Compagnies
« soient faites régulièrement et à temps, tenir en règle les
« registres, transmettre les propositions à la Caisse Régionale,
« faire signer les polices, recouvrer les cotisations et payer la
« réassurance chaque semestre, voilà en général, à quoi se
« borne le rôle de la Caisse locale. »

Il nous reste à parler du rayon d'action de la Mutuelle locale et de la façon dont elle traite ses affaires.

Tous les partisans de la Mutualité Agricole, estiment que la Caisse locale ne doit étendre son action que sur une circonscription restreinte.

Cela permet, disent-ils, de réduire les frais d'Administration et de sélectionner les assurés ; car c'est seulement dans une petite circonscription que tous les adhérents peuvent se connaître, se surveiller, se porter secours, et qu'une Caisse peut ainsi acquérir toute sa valeur morale, économique et sociale.

Et plus on créera de Caisses, plus on recevra de subventions — 10 petites caisses, explique M. Arnaud des Essards (1) auront

(1) Ouvrage cité.

10 subventions de l'Etat, tandis qu'une seule grande Caisse englobant un rayon plus grand que la Caisse communale ne recevra qu'une subvention — Argument bien faible en faveur de la multiplicité des caisses locales.

La règle générale sera donc de fonder une Caisse d'assurance par commune.

La Mutuelle locale créée, voyons quel sera son rôle dans sa circonscription.

Nous avons vu qu'elle comprend deux sortes de membres :

Les assurés et les expectants.

Pour les uns et les autres, elle rédigera une proposition d'assurance qu'elle enverra à la Mutuelle Régionale ; celle-ci après examen de l'affaire, permettra, si elle le juge à propos, à la Mutuelle locale de la réaliser, et dans ce cas, elle enverra une police toute faite que le Secrétaire Trésorier de la Caisse locale devra faire signer par l'intéressé, si celui-ci est libre de tout engagement envers les compagnies d'Assurances, pour les valeurs assurées. Il devient assuré et paye sa cotisation entière. Si le proposant est assuré déjà pour les mêmes valeurs à une Compagnie d'assurances, il devient expectant et verse à la Caisse une somme fixée au cinquième de la prime qu'il devra payer lorsqu'il sera réellement assuré par la Caisse. Cette avance lui sera remboursée sur sa première prime.

Pour devenir assuré ou membre expectant d'une Caisse locale, il faut lorsqu'on n'est pas membre fondateur, être présenté au bureau de la Caisse par deux assurés ou administrateurs. Le bureau décide de l'admission ou du rejet de la demande. Nous critiquerons plus tard cette façon de procéder.

La demande d'autorisation de la Caisse locale à la Caisse régionale, pour la réalisation d'une affaire, est absolument semblable à celle que doit faire l'Agent d'une Compagnie d'Assurances à la Compagnie qu'il représente lorsqu'il veut assurer certains risques. Ce qui confirme notre idée que la Caisse locale est surtout l'Agent communal de la Caisse Régionale.

Sur les risques assurés, la Caisse locale s'oblige, d'après ses statuts, à garder au moins 1/10, mais sans que ce 1/10 puisse dépasser 3.000 fr. par risque, en tenant compte des communautés. Elle pourra, par la suite, conserver en plus 100 fr. par risques pour chaque 100 fr. en plus, portés aux réserves.

« C'est assez pour l'intéresser à surveiller les risques et
« porter secours en cas de sinistres. Ce n'est pas trop pour
« ses facultés et moyens. »

C'est ainsi que parlent les organisateurs de la Mutuelle Incendie de l'Est.

La Caisse locale transmet les 8 ou 9/10 restant, à la Caisse Régionale ou à la Caisse Nationale, suivant les cas, avec les primes correspondantes.

Il faut remarquer que le plein de la plupart des Caisses locales, n'atteint pas 3.000 fr. et qu'en général elles ne conservent pas plus de 500 à 1.000 fr. sur chaque risque, ce qui les force à des réassurances nombreuses, source de complications paperassières augmentant considérablement leurs frais généraux et ceux de la Caisse Régionale.

Les polices des Caisses locales ne comportent pas comme celles des Compagnies à primes fixes, des conditions générales. Celles-ci sont remplacées par les statuts que, dans sa police, l'assuré déclare connaître et dont il accepte par avance toutes les clauses.

La façon dont les conditions particulières sont rédigées et les mentions qu'elles doivent obligatoirement contenir, sont identiques dans les polices des Mutuelles et dans celles des Compagnies d'Assurances.

Les statuts des Caisses et les conditions générales des polices des Compagnies à primes fixes sont semblables à peu de choses près, nous l'avons dit.

Ce qui intéresse le plus l'assuré, les modalités de l'assurance, les cas de déchéance, le mode de paiement des primes, sont semblables dans ces deux genres de Sociétés d'Assurances. La règle proportionnelle est appliquée dans tous les cas où les Compagnies l'appliquent. Il faut remarquer, cependant, que l'engagement des Sociétaires est d'une durée de 5 ans comme dans les Mutuelles ordinaires alors qu'elle est de dix ans généralement dans les Compagnies à primes fixes. Notons aussi que les statuts des Caisses (généralement article 4) stipule que l'engagement des membres expectants est irrévocable ; ce qui est absolument faux. N'ayant pas signé de véritables polices, les expectants ne sont pas assurés et ils peuvent parfaitement refuser de le devenir, à l'expiration des contrats qui

les engagent avec les Compagnies. La Caisse, malgré cet article des statuts ne peut rien contre les expectants qui, à l'expiration de leur police, ne veulent pas être assurés à la Mutuelle. Tout au plus, pour reprendre leur liberté ceux-ci devront-ils abandonner la somme qu'ils ont versée.

Le tarif appliqué par les Caisses Mutuelles est celui du Syndicat général des Compagnies Françaises d'Assurances à primes fixes contre l'Incendie, réduites de 20 0/0.

Le règlement des sinistres par la Caisse locale, se fait comme dans les Compagnies d'Assurances : mêmes formalités, déclarations de sinistres, expertises, mêmes déchéances à craindre.

En résumé, nous le voyons, la Caisse locale a copié la façon de procéder des Compagnies d'Assurances à primes fixes.

Nous parlerons très peu de l'administration intérieure de la Caisse locale. La simple lecture des statuts de ces Caisses suffit pour en connaître la marche. La Caisse est représentée par un Conseil d'Administration nommé par les adhérents réunis en Assemblée Générale. Ce Conseil est composé de 6 à 9 membres pris parmi les adhérents ; ils sont élus pour 9 ans et renouvelables par tiers tous les 3 ans. Il nomme un bureau composé d'un Président, un Vice-Président, un Secrétaire et 2 à 3 assesseurs. Toutes ces fonctions sont gratuites, nous l'avons vu. Toutefois, le Secrétaire pourra être pris en dehors de la Mutuelle et recevoir chaque année une indemnité.

« Le Président surveille et assure l'exécution des statuts —
« il présente chaque année, en Assemblée générale, le compte-
« rendu des opérations de la Caisse pendant l'année précédente.

« Il signe les polices, à son défaut, le secrétaire et le trésorier peuvent signer conjointement. Les actes relatifs à la
« formation de la Caisse sont signés par le Bureau ».

« Quant aux mandats de sinistres jusqu'à la somme de
« 300 fr. ils peuvent être signés par le Président, le Vice-Président et le Secrétaire-Trésorier, sans consulter le Conseil
« d'administration. Au-dessus de cette somme, le Conseil
« d'Administration délibérera ».

« Le Conseil d'administration délègue au Président, ou à
« tout autre personne le droit d'accepter les risques » (1) ;

(1) Extrait des statuts des caisses locales.

toujours, sous le contrôle et après autorisation de la Caisse Régionale.

La Mutuelle Régionale. — La Mutuelle-Incendie de l'Est définit ainsi son rôle. — « Elle établit les polices, fait les dé-
« comptes des parts de cotisations à partager entre la Caisse
« locale, la caisse régionale et les réassureurs. Elle tient la
« comptabilité, négocie la réassurance, inspecte les Caisses
« locales, fait, en un mot, un véritable travail d'Agence d'Assu-
« rances et de Réassurances avec le concours des Caisses locales,
« comme Agents recruteurs. »

Il faut en conclure que la Caisse régionale est le véritable assureur. C'est elle qui autorise à réaliser les affaires, c'est elle qui établit les polices ; c'est elle en résumé qui assure et qui négocie la réassurance.

Elle fait le travail de la Compagnie d'assurances.

C'est chez elle surtout que l'on trouve des mutualistes connaissant leur métier d'assureur. Ses services intérieurs sont identiques à ceux d'une compagnie d'Assurances.

Naturellement, on y compte un personnel beaucoup plus restreint, puisque les plus grosses Mutuelles Régionales ont un portefeuille équivalent à celui d'une forte Agence, mais le travail qui s'y fait est le même que celui des différents services d'une Compagnie ou d'une grande Mutuelle.

Comme garantie, la Caisse Régionale conserve les primes correspondantes aux risques qu'elle assure. De plus, elle se crée, au moyen des subventions qu'elle a reçues et des subventions de premier établissement des Caisses locales sur lesquelles elle prélève 5 0/0 environ, un fonds de secours qui, en cas de gros sinistre, doit lui permettre de faire honneur à ses engagements.

La Caisse Régionale, d'ailleurs, ne réassure pas, au sens réel du mot, les Caisses locales. Elle ne leur procure qu'une plus grande division des risques. C'est elle qui pratique vraiment l'assurance et la véritable réassurance n'apparaît qu'entre la Caisse Régionale et la Caisse Centrale.

La Mutuelle Centrale. — La Mutuelle Centrale est à la Mutuelle Régionale, ce qu'une Compagnie de Réassurances est à une Compagnie d'Assurances. C'est la Mutuelle Centrale

qui garantit l'excédent du plein de la Mutuelle Régionale, moyennant une prime correspondante au risque réassuré.

Deux Mutuelles Centrales sont actuellement en exercice. L'une officielle et subventionnée dont les bureaux sont, 18, rue de Grenelle, à Paris, et dont le Conseil d'Administration est présidé par M. Viger, le promoteur de la loi de 1900 (1).

L'autre, due à l'initiative privée, est installée 8, rue d'Athènes dans l'hôtel de la Société des Agriculteurs de France. Elle n'a jamais reçu de subventions de l'Etat. Ces deux Caisses qui, autrefois étaient rivales, marchent actuellement de pair, la politique, heureusement, n'intervenant plus dans ces questions purement économiques.

Leur rôle est identique, ce sont des Compagnies de Réassurances — mais comme leurs maigres réserves ne leur permettent pas de conserver toute la part des risques qu'elles réassurent, elles en passent une partie soit aux Grandes Mutuelles — (M. A. C. L.) (M. A), soit à quelques Caisses Régionales mieux assises que les autres.

La façon dont les Caisses pratiquent la réassurance, a été empruntée aux Compagnies.

Nous avons dit qu'entre la Caisse locale et la Caisse Régionale n'existe pas un véritable contrat de réassurance puisque cette dernière est intéressée directement aux affaires de la Caisse locale et qu'en somme, la Caisse locale n'est que l'agent producteur de la Caisse Régionale.

Par contre, entre la Caisse régionale et la caisse centrale, comme entre celles-ci et ses réassureurs, existe un contrat analogue à celui usité dans les Compagnies à primes fixes et les Grandes Mutuelles. C'est le contrat appelé « *obligatoire par participation* ». Il consiste dans l'obligation que prend le réassureur de garantie une quote-part déterminée sur tous les risques que l'assureur prend à sa charge.

Nous pouvons conclure, à la fin de cet exposé, que dans les Caisses des trois degrés, rien n'a été innové. Organisation et fonctionnement ont été copiés de toutes pièces. Les Mutuelles agricoles contre l'Incendie n'ont pas fait progresser d'un pas la science des Assurances.

(1) La presque totalité du personnel de ces Caisses est composé de fonctionnaires.

CHAPITRE IV

UTILITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES CONTRE L'INCENDIE

« Dans leur sollicitude éclairée pour les intérêts agricoles
« écrivait M. Viger en 1899 (1) les pouvoirs publics n'ont cessé
« d'encourager et de favoriser toutes les institutions qui ten-
« dent par le développement des idées de prévoyance, de soli-
« darité et de mutualité, à améliorer les conditions maté-
« rielles et morales des populations rurales ».

Cette phrase résume les idées premières des organisateurs des Mutuelles Agricoles. Ils voulaient améliorer le sort de nos cultivateurs en créant des Mutuelles privilégiées, sur les avantages desquels ils ne tarissaient pas.

Quels étaient donc ces multiples avantages ?

Avantages moraux d'abord, disaient les Mutualistes. L'assurance peut être un contrat immoral. Un individu qui se trouve en mauvaise posture financière, s'assure et provoque chez lui un incendie pour se procurer de l'argent. Dans l'assurance Mutuelle, disent les Mutualistes, un cas analogue ne pourra pas se présenter. En effet, à la Caisse communale, assureurs et assurés se connaissent, ils sont du même village. Leur intérêt propre s'identifie avec l'intérêt général de la Caisse. Ils n'assureront pas de risques présentant une réelle

(1) *Journal Officiel* 19 juillet 1899. Annexe n° 1.059. — Exposé des motifs de la proposition Viger.

gravité. Ce sera une sélection sévère qui s'imposera. Les incendies volontaires n'existant plus, c'est 30 0/0 de sinistres supprimés. Les insolvables seront éliminés de la Caisse, ainsi on n'aura pas de primes arriérées ou irrécouvrables. Puis, comme la confiance sera la base de toutes les relations entre assurés, on ne craindra plus de fausses déclarations. Les sinistres de spéculation seront donc tous supprimés.

Bien plus, pour réduire encore le nombre des sinistres, la Caisse crée une « Commission de Contrôle » qui est chargée de pratiquer une ou plusieurs fois par an, des visites de surveillance chez les assurés. Elle doit examiner si toutes les mesures de prévoyance sont prises pour éviter les risques d'incendie. Elle se rendra spécialement compte de l'état d'entretien des cheminées et fera aux intéressés toutes les recommandations que peut dicter la prudence.

Et alors, ajoutent les Mutualistes, si par un hasard inexplicable, un incendie survient, menaçant de faire disparaître les biens assurés par la Caisse, on verra accourir tous les sociétaires de la Mutuelle qui, en arrachant aux flammes les biens de leur co-associé, travailleront en même temps dans l'intérêt du sinistré et dans le leur propre. Ils n'auraient pas beaucoup d'empressement si leur compatriote était assuré à une Compagnie.

Et on fait remarquer à l'appui, que le soin de lutter contre le feu est très maladroitement réparti entre deux pouvoirs : l'un qui n'a qu'à payer les dégâts, c'est la Compagnie, l'autre qui éteindra le feu, c'est l'administration municipale. Ces deux pouvoirs s'ignorent d'ailleurs, la Compagnie n'ayant que l'intérêt d'indemniser le moins chèrement possible le sinistre, mais totalement impuissante à le prévenir, et à le combattre ; l'administration municipale et la bonne volonté publique n'étant guère encouragés à restreindre les dégâts.

Combien plus efficace serait une organisation assumant à la fois la charge d'abord d'indemniser les sinistres, puis de les prévenir et de les combattre. Les Mutualistes-Pompiers, c'est d'après eux le rêve !

Ces avantages sont-ils vraiment si grands ?

Il faut remarquer, en passant, que les partisans des Caisses locales ont une idée peu flatteuse du dévouement des culti-

vateurs. D'après eux, leur égoïsme serait tel que si leur voisin était victime d'un incendie ils n'iraient à son secours que s'ils étaient personnellement intéressés à la conservation des biens menacés. Heureusement qu'il n'en est pas ainsi.

Au sujet de la sélection des risques, les Mutuelles n'ont fait que copier la façon de procéder des Compagnies qui, dans leurs Instructions Générales, spécifient bien que leurs Agents ne doivent accepter que des risques assurables, et n'assurer que des personnes honnêtes et solvables.

Mais cette sélection de risques et d'assurés, jusqu'à quel point est-il permis aux Caisses de la faire ? Ces Caisses recevant des subventions de l'Etat, étant exemptes des impôts ordinaires, ne constituent-elles pas un service public, dont les avantages doivent jouer pour tout le monde ? Pourquoi quelques cultivateurs seraient-ils privilégiés dans l'assurance incendie, alors que d'autres ne le seraient pas ? L'impôt doit être égal pour tous ; par conséquent, ce prétendu droit de sélectionner les risques et les assurés n'est-il pas excessif ?

Quant à la surveillance organisée par la Commission de contrôle, comment ne la sent-on inquisitoriale et tracassière ? On devra s'épier entre voisins, savoir si Pierre a bien ramoné sa cheminée, si la femme de Paul ne laisse pas traîner d'allumettes, etc, etc...

A ce sujet, un journal de la Haute-Marne raillait agréablement M. Mougeot qui, dans un discours, avait chaudement préconisé la création de ces commissions de surveillance. « Il faut creuser cela, déclarait le journal, et organiser à Chaumont un comité de vigilance qui aura pour mission de passer à domicile moucher nos lampes et vérifier le tirage de nos poêles. Pour le composer, les fumistes ne manqueront pas. »

Signalons, en passant les critiques d'un Mutualiste, au sujet des conditions générales des Compagnies d'Assurances — ils les trouvait trop sévères et vexatoires. — Or, ces conditions générales contre lesquelles tant d'arguments ont été opposés, sont reproduites, pour ne pas dire aggravées, dans les Statuts des Caisses locales. On n'a pas trouvé mieux.

Quant aux *Avantages sociaux* des Caisses locales, les Mutualistes les trouvent nombreux aussi. Grâce à elles, les habitants

des campagnes seront mis à même de gérer leurs intérêts en matière d'assurance, avantage d'ailleurs dont ils se passeraient bien. Puis, dit-on, les assurés n'ont ainsi plus besoin d'avoir recours à des étrangers demeurant fort loin, et qui n'ont d'autres soucis que de réaliser des bénéfices à leurs dépens. C'est un argument bien faible.

Mais les avantages moraux et sociaux des Mutuelles Agricoles ne sont rien, vis-à-vis de leur *intérêt économique*, toujours d'après leurs organisateurs.

En effet, avec une dépense moins forte, le Mutualiste aura une sécurité aussi grande.

La garantie des Caisses dit-on est aussi bonne que celle que peuvent donner les Compagnies. Les Caisses sont réassurées. Elles ont 20 ans d'expérience, et si les sinistres étaient trop importants, elles peuvent toujours avoir recours aux subventions soit de l'Etat, soit du département, soit des communes. Il faut tout d'abord remarquer (nous empruntons encore ces renseignements au Rapport Ricard) qu'en particulier la situation financière des Caisses Régionales ou de réassurance est généralement mauvaise. C'est à elles que vont presque toutes les subventions.

En 1914, 26 Caisses sur 35 existantes recevaient des subventions de fonctionnement. En 1917, 21 sur 35. En 1918, 25 Caisses sur 35. En 1919, mêmes chiffres. Ces 25 Caisses coûtant ensemble 139.200 fr. à l'Etat.

La réassurance dans ces conditions n'est-elle donc pas illusoire, et par suite la sécurité donnée par les Caisses n'est-elle pas inexistante ?

Le *Crédit Foncier* a reconnu ce manque de sécurité en n'acceptant pas comme garantie une police émanant de ces Caisses. A la dernière Assemblée générale de la Caisse Nationale de Réassurances, réunie le 10 juin 1920 on le regrettait vivement et on émettait le vœu suivant :

« Que le *Crédit Foncier* accepte d'agréer les Mutuelles Agricoles comme assureurs des propriétés offertes en garantie des prêts hypothécaires. »

Nous n'insistons pas sur la responsabilité solidaire qui incombe aux assurés des Mutuelles agricoles. A cet égard, rien n'est plus clair que la lecture même de leurs statuts.

« S'il arrivait que les ressources provenant des cotisations ne fussent pas suffisantes pour faire face aux besoins de la Caisse, les membres du Conseil d'administration sont, dès à présent, autorisés à s'en procurer, soit en élevant les tarifs soit en appelant une double ou triple prime, soit par un emprunt dont les mutualistes assurés au moment où il est contracté sont seules responsables au cas d'insuffisance des primes exigibles. »

Et cette responsabilité existe aussi bien vis-à-vis de la Caisse Régionale et de la Caisse Centrale, auxquelles est affilié la Caisse locale que vis-à-vis de cette dernière.

Cette incertitude sur le montant de la cotisation ne fait-elle pas disparaître tout l'attrait de l'économie problématique à réaliser sur la prime ?

Même si les Caisses possèdent quelques réserves, même si elles sont réassurées, plusieurs sinistres très importants survenus dans la même localité ne la mettraient-elles pas dans une mauvaise posture ? Les réassureurs paieront leur part du sinistre, mais la Caisse locale pourra-t-elle faire face à ses engagements ? Si elle ne veut pas sombrer, elle aura fatalement recours à une élévation très sensible des tarifs, à moins qu'elle ne sollicite une subvention de l'Etat. Dans les deux cas, la solution n'est guère satisfaisante !

Nous arrivons au grand argument des Mutualistes. Ne faisant aucune allusion à la responsabilité solidaire dont nous venons de parler, ils tiennent le langage suivant aux agriculteurs. Vous payez une prime beaucoup trop chère, disent-ils, vous versez des sommes qui servent surtout à indemniser les sinistres survenus dans les risques industriels. A la campagne on brûle rarement, et cependant totalisez les primes payées par les habitants de votre commune, voyez les sinistres réglés, et vous vous apercevrez que vous êtes exploités. On énumère alors toutes les dépenses qui sont obligatoires pour les Compagnies d'Assurances mais dont les Mutuelles peuvent se dispenser :

1^o Exonération des impôts et des droits

20 0/0 de la prime ;

2^o Rémunération du capital social de la Compagnie

15 0/0 de la prime ;

3° Commission aux Agents locaux
25 0/0 de la prime ;
4° Réduction des Frais d'Administration
10 0/0 de la prime.
Soit au total 70 0/0 de la prime.

Cette réduction de 70 0/0 n'est d'ailleurs jamais faite. Elle est bien vite ramenée à 40 0/0, réduction en premier lieu de 20 0/0 sur le tarif des Compagnies, et en second lieu, de 20 0/0 environ résultant de la dispense d'impôts, au total donc 40 0/0.

De plus, nous disent les Mutualistes, pour permettre aux Caisses locales d'avoir un début facile, l'Etat leur accorde à toutes, des subventions de premier établissement et, si par hasard, elles ne peuvent malgré la réassurance, faire face à leurs engagements, des subventions de secours leur seront accordées.

Ainsi, on allie le maximum de garantie avec le minimum de débours.

Tous ces arguments sont bien alléchants. Mais l'esprit d'égalité et de justice qui doit présider à tous les actes de notre vie publique, n'a-t-il pas été violé ? Ne crée-t-on pas des avantages injustifiés en faveur d'une classe ?

Au moment du vote de la loi du 4 juillet 1920, il est certain que la situation de l'Agriculteur en général n'était pas brillante. « L'Agriculteur souffre, écrivait M. du Bled (1). Consultez « le conservateur des hypothèques, les notaires, les huissiers : « la dette ronge les campagnes, la moitié de nos cultivateurs « s'engagent, les ventes par autorité de justice se multiplient, « le loyer de fermage diminue, la population des villes augmente, « celle des campagnes décroît ; on pourrait citer des milliers « de villages où la population a baissé de moitié depuis 1850. « Le prix de la terre a, en général, fléchi de 30 à 60 0/0. Les « bons fermiers sont rares, on ne veut plus louer que des champs « voisins de la maison d'où on entend la soupe bouillir et la « poule chanter. »

(1) *Revue Des Deux-Mondes*. — Transformation de l'Agriculture 1904 p. 649.

Mais la situation a complètement changé. Le cultivateur s'est généralement enrichi, il n'entend pas abandonner ses gros bénéfices. Il travaille beaucoup et péniblement, mais son effort est très largement rémunéré. La plupart des fermiers et des métayers sont aujourd'hui propriétaires des terres qu'ils louaient autrefois.

Et c'est à cette classe de paysans riches que nos législateurs accordent des avantages pécuniaires spéciaux au point de vue de l'assurance incendie. Nous répétons *des paysans riches*, car les insolvables, nous l'avons dit tout à l'heure, les pauvres dont les risques n'offrent pas toutes garanties, sont ou doivent être exclus imputoyablement des Caisses locales.

En l'occasion, pour l'assurance-incendie, vraiment les députés représentant plus spécialement notre population agricole sont trop près des intérêts de leurs électeurs.

Au moment de la discussion du budget de 1920, l'occasion s'offrait de réduire les avantages de ces mutuelles incendie, soit en supprimant totalement leur exemption d'impôts et leurs subventions, soit tout au moins en les diminuant, mais l'intransigeance de certains députés n'a pas rendu possible cette réforme.

A la séance du 27 mai 1920 (1), séance où ont été voté les augmentations d'impôts sur les contrats d'assurances, dont nous avons parlé plus haut, M. Billiet présentait l'amendement suivant :

« Les Mutuelles Syndicales agricoles d'assurances contre
« l'Incendie qui, en vertu de la loi du 4 juillet 1900, était exoné-
« rées de tous les droits frappant le contrat d'assurance, sont
« assujetties à une taxe annuelle et obligatoire d'abonnement
« au timbre de 0 fr. 07 par mille des capitaux assurés. »

Et il accompagnait ce texte des explications suivantes :

« Mon amendement a pour but de réduire la différence de
« traitement qui existe entre les assurés, suivant qu'ils cotisent
« aux Compagnies, aux Mutuelles de droit commun ou aux
« Mutuelles Agricoles ».

« A l'heure actuelle, un Agriculteur assuré à une Compagnie

(1) J. O. 28 mai 1920.

« à primes fixes paie 0,07. Si nous votons le texte proposé par
« la Commission, nous arriverons à 0,14. Un assuré à une Mu-
« tuelle du droit commun, paiera 0,10 et l'adhérent d'une
« Caisse d'Assurances Mutuelles Agricoles contre l'Incendie
« ne paiera rien du tout. »

« Il n'est pas douteux que le législateur de 1900, qui a créé
« cette situation, aie voulu favoriser le développement de
« l'assurance dans nos campagnes. Je n'aurais pas proposé
« d'amendement si la commission ne proposait une majora-
« tion du simple au double, c'est-à-dire de 0,07 à 0,14 pour le
« droit de timbre ; malgré mon amendement, un traitement
« de faveur subsiste pour les Assurances Agricoles Mutuelles
« contre l'incendie, puisque je propose de ne les taxer que de
« 0,07 alors que les clients des Compagnies paieront 0,14 et
« ceux des Mutuelles du droit commun 0,10. Je ne voudrais
« pas que mes collègues qui représentent plus particulièrement
« les intérêts agricoles voient dans cet amendement le désir
« de rétablir l'équilibre qui est rompu par le texte de la Com-
« mission.

« Je propose, en effet, je le répète, un droit de 0,07 pour
« les Mutuelles Agricoles et j'accepte les 0,14 pour les assurés
« de droit commun.

« La commission des Finances, répondit M. le Rapporteur
« général du budget, n'a pas cru pouvoir accepter l'amende-
« ment de notre honorable collègue M. Billiet ».

« Nous avons voulu, dans les lois antérieures, faciliter la
« constitution des Mutuelles Agricoles qui ne font pas de béné-
« fices, et nous n'avons pas voulu relever un impôt sur le contrat
« d'Assurances établi par elle, contrat purement Mutuel. Il en
« va autrement des Compagnies d'Assurances qui sont, et
« je ne leur reproche pas, des Compagnies de lucre. »

L'amendement fut retiré. On n'aurait cependant pas dû oublier que l'Etat avait besoin d'impôts, et que le paysan devait les payer commes ses compatriotes, même sur son contrat d'assurance.

Notre dette s'alourdit, nos charges s'aggravent, et c'est le moment que l'on choisit pour augmenter des privilèges injustifiés. Les impôts dont on dispense les Mutualistes sont payés

par d'autres. Les subventions que l'on accorde pour créer et pour subvenir aux besoins de Caisses dont l'inutilité est reconnue sont des sommes gaspillées.

Quelques chiffres confirmeront nos précédentes assertions. En 1919, 39 mutuelles incendies nouvellement créées recevaient 16.700 fr. de subventions; 16 Caisses locales et 25 Caisses régionales recevaient 149.700 fr. destinés à leur permettre de faire face à leurs engagements (1). Pendant la même année, les 15 plus importantes Compagnies d'assurances versaient à l'Etat 49.945.255 fr. d'impôts. Les grandes Mutuelles 10.011.266 fr. (2). Ces chiffres d'ailleurs augmenteront au moins de moitié à partir de cette année, à la suite du relèvement des impôts, et de l'augmentation du chiffre des capitaux assurés.

De toute cette étude, une conclusion s'impose : c'est la suppression nécessaire des subventions et des exemptions d'impôts accordées aux Mutuelles-Incendie.

En terminant, nous ne pourrions mieux exposer la situation fautive des Mutuelles Agricoles contre l'Incendie, qu'en rappelant les idées que M. de Rocquigny exposait en 1906 dans une brochure intitulée « L'Avenir des Assurances Mutuelles Agricoles ».

« On peut se demander à quoi tend l'organisation des Mutuelles Agricoles Incendie subventionnées ou non. En fait, elle tend à partager la population française en deux classes au point de vue des conditions et des charges de l'Assurance contre l'Incendie.

« Les heureux habitants des campagnes pourraient s'assurer sans aucun frais à des Mutuelles jouissant de toutes les faveurs de la loi, et même subventionnées par l'Etat. Au contraire, les habitants des villes et des centres industriels seraient contraints de s'assurer à des conditions plus onéreuses parce qu'ils ne pourraient s'adresser qu'aux Compagnies à primes fixes ou aux Mutuelles dont les charges sont considérables ; elles paient à l'Etat chaque année, des

(1) Rapport Ricard du 15 sept. 1920. Déjà cité.

(2) Argus des Assurances n^{os} des 17 juillet et 30 octobre 1920.

« sommes très importantes sous forme de taxes et impôts
« divers ; elles ont à rémunérer le personnel qu'elles emploient
« et qu'on serait bien mal fondé à leur reprocher, car ce sont
« les incessants efforts de ce personnel, qui sont parvenus à
« généraliser en France la pratique de l'Assurance contre
« l'Incendie.

« Est-ce que cette distinction est justifiable ? Est-ce que
« c'est là, pour la pratique de l'assurance contre l'Incendie un
« régime normal conforme à l'égalité et à la justice, on ne
« saurait vraiment le prétendre. La législation spéciale de
« 1900 et les subventions de l'Etat ont eu pour objet de faci-
« liter l'organisation des diverses branches de l'assurance
« agricole qui était encore presque inexistante ou dont tout
« au moins l'insuffisance était patente. Elle ne pouvait avoir
« pour but d'offrir aux Agriculteurs des conditions privilégiées
« pour une assurance partout répandue déjà et qui, grâce
« à la concurrence établie entre les Compagnies à primes fixes
« et les vieilles Mutuelles, fonctionnait plus avantageusement
« pour les assurés qu'en aucun autre pays. *Il était impossible*
« *de soutenir qu'en matière d'incendie, l'assureur fit défaut au*
« *besoin de l'Agriculture, et jamais les cultivateurs n'avaient*
« *songé à réclamer un traitement de faveur dont ils auraient*
« *bénéficié en dehors des autres classes de la population fran-*
« *çaise.* »

ANNEXE

Progression des Caisses d'Assurances Mutuelles Agricoles contre l'Incendie

A. — CAISSES LOCALES

ANNÉES	NOMBRE DÉ SOCIÉTÉS	NOMBRE D'ADHÉRENTS		VALEUR DU CAPITAL	
		Effectifs	Expectants	Assuré	A assurer
1902	5	534		3.652.000	
1903	27	2.674		20.181.000	
1904	111	5.930		42.403.000	
1905	273	12.437		101.972.000	
1906	740	28.091		239.137.000	
1907	1.208	29.218	19.795	254.755.000	243.496.000
1908	1.598	44.935	27.014	261.788.000	330.998.000
1909	1.901	49.551	30.785	476.886.000	443.636.000
1910	2.228	63.826	35.580	643.576.000	466.816.000
1911	2.662	68.900	43.840	693.487.000	591.012.000
1912	3.387	92.035	43.451	1.050.457.000	562.819.000
1913	3.834	96.872	50.179	1.100.753.000	645.631.000
1914	4.012	99.266	53.848	1.125.175.000	696.833.000
1915	4.039	99.495	54.214	1.127.594.000	701.462.000
1916	4.054	99.726	54.420	1.130.349.000	705.008.000
1917	4.066	99.841	54.534	1.131.574.000	706.282.000
1918	4.084	100.067	54.968	1.135.575.000	709.597.000
1919	4.123	100.341	54.800	1.136.442.000	711.818.000

Les départements qui possèdent le plus grand nombre de Caisses au 31 décembre 1919 sont : Haute-Marne : 432 Caisses assurant un capital de 79.181.000 fr. — Deux-Sèvres : 240 Caisses assurant un capital de 79.503.000 fr. — Rhône : 114 Caisses assurant un capital de 115.102.946 fr. — Basses-Pyrénées : 227 Caisses assurant un capital de 32.481.000 fr.

B. — CAISSES RÉGIONALES. (Réassurance au 1^{er} degré)

ANNÉES	Nombre de Caisse Régionales	Nombre de Caisse locales affiliées	MONTANT DU CAPITAL	
			RÉASSURÉ	A RÉASSURER
1902...	1	145		16.282.335
1903...	3	443		64.605.490
1904...	5	530		81.888.000
1905...	8	625		101.240.500
1906...	9	735		141.148.600
1907...	10	862		163.979.432
1908...	16	1.250	101.259.162	278.576.068
1909...	20	1.766	204.922.130	327.282.300
1910...	26	2.069	311.819.433	412.155.740
1911...	27	2.926	427.419.685	504.525.205
1912...	30	3.226	532.828.333	503.420.200
1913...	33	3.531	720.850.000	506.700.800
1914...	35	3.681	870.450.000	412.563.000
1915...	35	3.683	910.025.000	401.560.000
1916...	35	3.689	902.425.000	404.840.000
1917...	35	3.688	812.627.000	398.560.000
1918...	35	3.692	1.035.433.000	370.562.000
1919...	35	3.695	1.235.423.000	361.505.000

C. — CAISSES CENTRALES. (Réassurance au 3^e degré)

Nombre de Caisses affiliées	NOMBRE D'ADHÉRENTS		CAPITAL RÉASSURÉ
	effectifs	expectants	
Caisses centrales d'assurances Mutuelles agrioles (incendie. Paris, 8, rue d'Athènes			
15	88.924	25.360	142.960.000
Caisse nationale de réassurances. Paris, 18, rue de Grenelle			
18	39.120	—	209.907.000

Nous avons déjà fait remarquer que cette statistique, empruntée aux documents officiels est *absolument muette sur la situation financière de ces Caisses*.

BIBLIOGRAPHIE

ASTRESSE. — Traité général théorique et pratique des Assurances Mutuelles. — 1901.

BILLIET. — Caisses d'assurances Mutuelles agricoles contre l'Incendie. — 1908.

CHENESLONG. — L'assurance Incendie par les Mutuelles agricoles en France. — 1905.

ARTHUR COCQ. — Exposé critique de l'assurance mutuelle agricole contre l'incendie. — 1908.

LOUIS DAUCAN. — La réassurance des risques agricoles. — 1911

PAUL LOMBARD. — L'assurance Mutuelle agricole contre l'incendie en France. — 1913.

ALBERT LOUVEL. — L'assurance mutuelle agricole en France. — 1910.

LOUIS MALNOURY. — La Mutualité agricole et l'assurance contre l'incendie. — 1910.

PELUD et ARNAUD et DES ESSARTS. — L'assurance Mutuelle agricole contre l'incendie. — 1906.

PELUD et RIBOUT. — Une œuvre rurale nouvelle. — 1906.

MAURICE PICARD. — De la Réassurance. — 1912.

Comte de ROCQUIGNY. — Les Syndicats agricoles et leur œuvre.

FÉLIX VILLET. — L'assurance Mutuelle agricole contre l'incendie. — 1906.

ANATOLE WEBER. — Introduction à l'étude de la Prévoyance etc. etc. — 1911 etc...

DOCUMENTS CONSULTÉS

Caisse Nationale de Réassurances des Mutuelles Agricoles. — Statuts.

Caisse Centrale d'Assurances Mutuelles Agricoles contre l'Incendie. — Statuts et instructions.

Mutuelle Agricole Incendie de l'Est. — Organisation de l'Assurance Agricole Mutuelle contre l'Incendie en Haute-Marne. — Comptes-rendus des Assemblées générales. — Instructions pour les Administrateurs.

Abeille-Incendie. — Instructions Générales (1894).

Union-Incendie. — Instructions Générales (1910).

Syndicat Général des Compagnies Françaises d'Assurances à primes fixes contre l'Incendie. — Tarifs, etc. etc.

PÉRIODIQUES CONSULTÉS

Annales de la Mutualité et de la Coopération Agricoles.

Argus des Assurances.

*Bulletin de l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs
de France.*

Economiste Français.

Journal des Assurances

La Semaine.

Journal Officiel.

Revue Socialiste.

Recueil Périodique Dalloz.

*Bulletin Mensuel des Institutions Economiques et Sociales de
l'Institut International d'Agriculture de Rome, etc. etc.*

TABLE DES MATIÈTES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — ORIGINE DES CAISSES D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES CONTRE L'INCENDIE. — HISTORIQUE.....	9
CHAPITRE II. — NATURE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES. — CE QU'ON PENSE DE CETTE QUESTION AL'ÉTRANGER (BELGIQUE ET ITALIE). — EN FRANCE, EST-CE DES SYNDICATS OU DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES ? — PROCÈS INTENTÉ PAR LE SYNDICAT DES AGENTS D'ASSURANCES DE LA HAUTE-MARNE A LA CAISSE D'ASSURANCES AGRICOLES DE JONCHERY ET A LA MUTUELLE INCENDIE DE L'EST	19
CHAPITRE III. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE CES CAISSES. — a) ORGANISATION. — CONDITIONS IMPOSÉES ET AVANTAGES ACCORDÉS PAR LA LOI DE 1900 B) FONCTIONNEMENT. — MUTUELLE LOCALE. — MUTUELLE RÉGIONALE. — MUTUELLE CENTRALE. — RÉASSURANCE.....	35
CHAPITRE IV. — UTILITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DE CES CAISSES. — CONCLUSION.....	57
ANNEXE. — TABLEAU DE LA PROGRESSION DES CAISSES D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES DE 1902 à 1919...	67
BIBLIOGRAPHIE.....	71

IMPRIMERIE CENTRALE, 20, RUE CADET, PARIS
